

**SOCIÉTÉ**
**Le Canada dans la tempête**

La guerre a commencé, le Canada y participe. Sa mission est d'abord définie comme « défensive », mais la frontière est fine entre la défensive et l'offensive. Jocelyn Coulon analyse cette contribution « modeste mais réelle, effacée mais résolue » aux combats à venir contre l'Irak.

Page B-1

**L'ombre des armes chimiques**

Le déclenchement par les États-Unis des hostilités dans le Golfe ramène le spectre des armes chimiques et bactériologiques, dont l'Irak et d'autres pays ont fait un usage abondant dans le passé. Paul Cauchon et Isabelle Paré passent en revue les antécédents et évoquent la controverse sur l'efficacité des défenses et antidotes.

Pages B-1 et B-2

**SOMMAIRE**
**■ Québec songe au rationnement de l'essence**

Page A-2

**■ Les Irakiens du Québec acceptent les contrôles**

Page A-2

**■ La GRC en alerte partout au pays**

Page A-2

**■ Union de tous les partis pour un acte humanitaire**

Page A-2

**■ Mitterrand appelle à la cohésion**

Page A-3

**■ L'Église juge la guerre inutile**

Page A-3

**■ Les droits sont menacés**

Page A-3

**■ Bagdad est vide**

Page A-3

**■ Une attaque de l'Irak contre les puits de pétrole n'aurait pas d'effets durables**

Page A-5

**■ Les marchés boursiers dans l'oeil du cyclone**

Page A-5

# La guerre éclate

## Les alliés entreprennent la libération du Koweït

d'après AFP, PC et Reuter

WASHINGTON — Les forces internationales ont « commencé la libération du Koweït », lançant leur offensive contre les forces irakiennes, a annoncé hier soir le président des États-Unis, George Bush, lors d'un message à la nation.

Il a déclaré que l'attaque ordonnée était aérienne et qu'aucune force terrestre n'était engagée dans les combats contre l'Irak et le Koweït.

Les forces canadiennes stationnées dans le Golfe ne sont pas actuellement engagées dans l'affrontement.

« La libération du Koweït a commencé, a dit plus tôt le porte-parole de la Maison Blanche, M. Marlin Fitzwater. Les États-Unis, en conjonction avec les forces de leurs partenaires de la coalition internationale, ont agi sous le nom de code Tempête du désert (Desert Storm) pour mettre en application le mandat du Conseil de sécurité des Nations unies. À 19 h 00, les forces de l'opération Desert Storm attaquaient des cibles au Koweït et en Irak », a-t-il ajouté.

Le ministère britannique de la Défense a annoncé peu après que des unités de l'armée britannique avaient été engagées dans la bataille mais n'a donné aucune précision sur le type d'unités engagées. Selon des informations non confirmées, il s'agirait au moins d'un escadron de chasseurs-bombardiers Tornado d'une base de Bahrein.

Aux États-Unis, le président Bush devait s'adresser à la nation hier soir, a précisé M. Fitzwater cependant qu'à Londres, le ministère de la Défense a annoncé que le premier ministre britannique, M. John Major, fera une déclaration plus tard dans la matinée.

Peu auparavant, plusieurs chaînes de télévision américaines avaient annoncé de Bagdad que des tirs et des explosions étaient entendus dans la capitale irakienne.

L'envoyé spécial d'ABC, Gary Shepard, avait rapporté, en plein journal télévisé du soir, que le ciel de Bagdad s'était soudain embrasé, que des tirs de défense aérienne retentissaient et que des bombes semblaient tomber sur la ville. « Quelque chose est en train de se passer », avait-il crié alors qu'il dialoguait avec le présentateur du journal à New York.

Un journaliste de CNN, John Holliman, avait indiqué que « le ciel était zébré de projectiles anti-aériens ».

Selon la chaîne CBS qui citait des sources au Pentagone, les forces américaines auraient lancé des missiles de croisière Tomahawk à partir de navires dans le Golfe et en mer Rouge.

Selon CNN, il y aurait eu trois ou quatre vagues d'attaque sur Bagdad. Cette offensive intervient dès le premier jour qui était disponible au président Bush pour l'ordonner, après l'expiration la veille de l'ultimatum imposé par le Conseil de sécurité des Nations unies à l'Irak pour qu'il évacue le Koweït.

Voir page A-4: Guerre



Les aviateurs de la force multinationale se préparaient depuis plusieurs jours en vue de l'assaut de la nuit dernière sur Bagdad. Ce Hornet F-18 américain est identique à ceux dépêchés par le Canada dans le Golfe.

## Mulroney réunit d'urgence son cabinet

Josée Boileau

de notre bureau d'Ottawa

LE PREMIER MINISTRE Brian Mulroney a convoqué d'urgence une réunion de son cabinet de crise, hier soir, alors que le président des États-Unis George Bush venait d'engager les forces alliées dans une guerre contre l'Irak.

M. Mulroney a indiqué hier soir avoir été avisé par le président George Bush lui-même du déclenchement des hostilités avant le début des actions américaines.

Après la rencontre avec les membres de son cabinet, M. Mulroney devait prendre la parole aux Communions, vers 22h.

L'atmosphère était fébrile à Ottawa, au moment d'aller sous presse. Les libéraux devaient aussi se réunir.

Ce coup de théâtre s'ajoutait au geste inattendu posé quelques heures plus tôt, en fin de journée, par l'an-

ancien chef du Parti libéral John Turner.

Celui-ci a donné hier son appui au gouvernement conservateur quant à l'entrée en guerre du Canada dans la crise du Golfe.

Visiblement nerveux, M. Turner, qu'on n'avait pas vu en Chambre depuis plusieurs mois, a tenu un discours vibrant et convaincu à deux sièges de son chef Jean Chrétien qui arborait une mine sombre pendant que ses collègues libéraux avaient l'air sidéré.

Après son discours, les ministres conservateurs John Crosbie et Joe Clark se sont levés pour le féliciter, tout comme le premier ministre Mulroney qui a traversé la Chambre pour lui serrer la main.

Les libéraux, eux, fulminaient et ne cachaient pas leur déception de voir agir ainsi leur ancien chef qui leur avait toujours prôné la loyauté.

S'agissait-il d'un acte de vengeance? « Non, c'est un acte de foi », a répondu au DEVOIR M. Turner,

les yeux brillants, encore sous l'émotion du discours inusité qu'il venait de prononcer.

M. Turner n'a pas assisté au caucus de son parti depuis belle lurette, mais il affirmait hier avoir avisé certains membres du parti, MM. Herb Gray, Lloyd Axworthy et Jean-Robert Gauthier, du geste qu'il allait poser.

« J'ai dit ce que j'avais à dire en Chambre, a-t-il ajouté. Mais la guerre est la question la plus importante qui soit et il faut savoir se prononcer ».

M. Turner a indiqué aux Communions qu'il ne fallait pas se montrer faible devant Saddam Hussein, que les États-Unis n'agissaient pas seuls dans cette affaire mais sous l'autorité des Nations unies et que c'était la crédibilité même de l'institution qui est en cause.

« La paix doit être établie d'abord avant de parler de son maintien », a-t-il notamment souligné. Il a ajouté qu'après 35 ans comme membre du

Parti libéral, il avait toujours vu ce parti appuyer les Nations unies et qu'à l'heure d'un test aussi crucial, le Canada doit poursuivre cet appui.

« C'est un problème d'une importance telle que je devais rompre le silence que je maintenais depuis juin », a-t-il conclu avec gravité.

Les réactions qu'il a suscitées ne semblaient toutefois guère ébranler l'ancien chef qui fut tant contesté. Aux accusations de manque de solidarité, il se contente de répondre par un haussement d'épaule.

« Je comprends les déceptions », a-t-il finalement indiqué.

Si le premier ministre Mulroney estimait que M. Turner respectait par cette prise de position la grande tradition libérale, Jean Chrétien n'en pensait pas autant.

« Il y a eu position unanime du caucus alors qu'il y a cinq jours, certains hésitaient encore. Même moi j'avais des doutes, de dire le nouveau chef, élu en juin dernier. Mais sept

Voir page A-4: Mulroney

## Les pacifistes ont manifesté jusqu'à la dernière minute

d'après Le Devoir, Reuter, AFP et PC

PARTOUT à travers le monde, hier, les manifestations pacifistes se sont multipliées. À Montréal, à Paris, à Washington, ils étaient des milliers à réclamer la paix.

Quelques heures avant le début des hostilités, 1500 étudiants de niveau secondaire ont quitté les bancs d'école hier à Montréal pour manifester contre l'engagement des Forces armées canadiennes dans le conflit du golfe Persique.

Les écoles secondaires La Dauphinaise, Calixa-Lavallée, et Chomedey-de-Maisonrouge ont dû fermer leurs portes tout l'après-midi à la suite de ces manifestations.

Voir page A-4: Pacifistes

**CAHIER SPÉCIAL**

# ÉDUCATION

PARUTION LE 25 JANVIER DANS LE DEVOIR

**FORMATION PROFESSIONNELLE**

Le défi de la formation professionnelle au Québec en 1991 s'étend de l'alphabétisation à la transmission de la haute-technologie.

Comment y accède-t-on?

Un inventaire et un guide de la formation professionnelle à l'orée du XXI<sup>e</sup> siècle.

Réservation publicitaire: 842-9645  
Date de tombée: 18 janvier

## EN BREF...

### Un coût de 28 à 86 milliards \$ pour Washington

WASHINGTON (AFP) — La guerre dans le Golfe coûtera aux États-Unis de 28 à 86 milliards \$, en fonction de la durée du conflit, selon un rapport rendu public hier à Washington. Ce rapport a été élaboré par l'Office budgétaire du Congrès (CBO) sorte de cour des comptes du Congrès. Le chiffre le plus bas est basé sur un scénario optimiste tablant sur un conflit de moins d'un mois avec des pertes américaines de 3000 morts et blessés, 200 chars et 100 avions détruits. Le chiffre le plus élevé tient compte du scénario le plus pessimiste, prévoyant une guerre durant jusqu'à six mois et des pertes américaines atteignant 45 000 morts et blessés, et 900 chars et 600 avions détruits.

### L'importance de la météo

STATE COLLEGE (PENNSYLVANIE), Reuter — Le temps dans le désert d'Arabie saoudite devrait être relativement calme jusqu'à la fin de la semaine, mais une perturbation s'avance lentement et pourrait apporter des pluies au cours du week-end, selon des prévisions météorologiques faites hier, peu avant l'offensive des forces des Nations unies. La perturbation progresse vers le Golfe à partir de la Méditerranée orientale. Elle pourrait provoquer ce week-end des vents atteignant jusqu'à 48 km/h dans la journée, ce qui soulèverait des tempêtes de sable et réduirait du même coup la visibilité des forces engagées, a précisé l'institut privé de météorologie Accu-Weather, dont le siège se situe à State College, en Pennsylvanie. Les pluies torrentielles insolites tombées ces derniers jours dans l'est de l'Arabie saoudite sont terminées pour la plupart, et les brumes matinales devraient se dissiper, laissant le ciel dégagé. Demain et vendredi, les vents devraient atteindre 32 km/h dans la journée et s'apaiser la nuit. Les températures maximales devraient être de 15 à 20 degrés et les températures minimales de quatre à neuf degrés. L'Institut royal néerlandais de météorologie avait auparavant déclaré que certains pays du Proche-Orient avaient cessé de fournir des informations météorologiques locales aux réseaux météorologiques internationaux pour éviter de donner des renseignements à l'Irak.

### Des avions pour les réfugiés

GENÈVE (Nations Unies), (AFP) — Le Bureau du coordinateur des Nations unies (UNHCR) a lancé, hier de Genève, un appel à la communauté internationale afin qu'elle mette à sa disposition des avions pour faire face aux mouvements de réfugiés. L'UNHCR précise que la décision des compagnies aériennes nationales de suspendre leurs vols à destination de la région a notablement augmenté les difficultés d'acheminement du matériel nécessaire à ses actions. En Jordanie, l'UNHCR s'efforce d'augmenter la capacité d'accueil des camps de réfugiés, estimée actuellement à 47 000 personnes, pour la porter à 100 000. Des stocks de nourriture pour faire face pendant trois mois aux besoins de ces 100 000 personnes ont d'ores et déjà été acheminés.

### 6960 navires interceptés

RYAD — Le contre-amiral Fogarty a indiqué hier que le total des interceptions effectuées par les quelque 100 navires alliés, dont 45 américains, était de 6960 bateaux, dont 832 ont été inspectés et 36 détournés de leur destination. Onze tirs de semence ont été effectués à l'occasion de ces interceptions, au-dessus de la proue des navires interceptés.

### Les armuriers français font des affaires d'or

LYON, Reuter — Les armuriers français faisaient semblant de ne pas faire d'affaires d'or, même avant le début de la guerre. « Il y a une hausse brutale des ventes de fusils à pompe, mais les armuriers rechignent à se réapprovisionner », a déclaré un policier de Lyon. Le phénomène n'est pas localisé. On le constate également dans les Alpes-Maritimes. « Cela illustre l'état de psychose de la population », a déploré Henri Masse, directeur de cabinet du préfet de ce département. Il a souligné que ces achats, de même que « le stockage injustifié » de denrées alimentaires constaté ces derniers jours dans le département, se faisaient « au détriment des soldes et de la vente de produits à forte valeur ajoutée ». Une autre armurier de Lyon raconte que, depuis lundi, des clients lui ont demandé s'il disposait de masques à gaz.

### Un « desert-fax » pour les enfants des soldats

STRASBOURG (Reuter) — L'armée américaine a mis en place à Francfort, en Allemagne, l'opération « Desert-Fax » pour permettre aux enfants de soldats américains d'envoyer des dessins et des lettres à leurs pères dans le Golfe. Le centre d'assistance aux familles de l'armée a décidé d'offrir ce service gratuitement aux familles, et surtout aux enfants, des 4000 militaires américains partis pour le Golfe. « Les réactions des enfants dépendent de leur âge. En règle générale, ils sont plus optimistes que les adultes », explique une animatrice du centre. Les familles peuvent aussi faire appel gratuitement à des médecins, des psychologues et des experts financiers pour faciliter leurs démarches administratives.

### Kohl est optimiste

BONN (Reuter) — « Avec nos partenaires, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour mettre fin à la guerre le plus rapidement possible », a déclaré aujourd'hui le chancelier allemand Helmut Kohl. Il a dit avoir appris la nouvelle du déclenchement des hostilités dans le Golfe avec consternation. « Tous les efforts pour parvenir à une solution pacifique ont échoué avec cette attaque. Chacun en cette heure pense à ceux qui souffriront le plus de ce conflit », a-t-il ajouté dans une déclaration. Le ministre allemand des Affaires étrangères a déclaré que son ambassade à Washington avait été informée de l'attaque juste avant qu'elle ne soit lancée.

# Québec songe au rationnement de l'essence

Norman Dellisle

de la Presse Canadienne

QUÉBEC — Les Québécois pourraient bientôt être rationnés en essence et devoir réduire leur vitesse sur les routes en vue d'économiser le pétrole à cause de la guerre au Moyen-Orient.

Le conseil des ministres du Québec a adopté un décret en ce sens hier, à sa réunion hebdomadaire.

Tout en refusant de dévoiler le contenu du décret, le ministre de l'Énergie par intérim, Gérald Tremblay, a expliqué que ce décret s'appliquera si les circonstances ou l'évolution du conflit avec l'Irak l'exigent.

« On a prévu un plan et on sera prêt à agir si nécessaire », a dit M. Tremblay qui remplace Mme Lise Bacon comme ministre de l'Énergie pendant la mission de cette dernière

en Afrique.

Même si M. Tremblay a refusé de donner les détails sur le contenu des mesures envisagées, le ministre des Transports Sam Elkas avait été plus disert quelques minutes plus tôt.

M. Elkas avait mentionné que ces mesures allaient, si nécessaire, jusqu'à un rationnement de l'essence et une baisse de la limite maximale de vitesse sur les routes du Québec.

Les Québécois ont déjà connu de telles mesures pendant la Deuxième Guerre mondiale alors que des coupons de rationnement étaient requis pour se procurer de l'essence et que la vitesse était limitée à 35 milles à l'heure sur les routes.

Le ministre Tremblay a invité la presse à ne pas soulever la panique dans la population. Les réserves de pétrole sont actuellement suffisantes pour trois mois et il faut attendre de voir l'évolution de la situation dans le golfe Persique avant de déclencher

toute mesure additionnelle.

Déjà, les gens sont invités à économiser l'essence, par exemple par le covoiturage ou en utilisant les transports en commun.

« Le gouvernement a le contrôle complet de la situation et il ne faut pas paniquer », a répété le ministre Tremblay à plusieurs reprises.

Par ailleurs, les ministres québécois sont divisés sur la participation du Canada à ce conflit.

Le premier ministre Robert Bourassa a qualifié de « compréhensible » l'action du Canada à la suite de l'adoption d'une résolution par le Conseil de sécurité des Nations unies.

Le ministre Elkas a pour sa part prononcé un plaidoyer sans équivoque en faveur de l'intervention canadienne au côté des Américains. « Négocier avec Saddam Hussein est impossible », a dit M. Elkas.

Par contre, le ministre des Com-

munications Lawrence Cannon s'est déclaré un partisan de la non-intervention du Canada dans ce conflit.

« Je m'oppose à ce que le Canada s'engage dans une guerre. On aurait dû maintenir le blocus économique de l'Irak car il avait une chance de fonctionner », a dit M. Cannon.

Quant au ministre de la Sécurité publique et des Affaires municipales, Claude Ryan, il a refusé de se prononcer sur le conflit. « Ce sujet dépasse mes attributions et je n'ai pas de mandat pour en parler », a dit M. Ryan à la presse à son arrivée à la séance hebdomadaire du conseil des ministres.

Un sondage Gallup publié le jour même établit que 70 % des Québécois sont contre l'entrée en guerre du Canada dans ce conflit et seulement 22 % des Québécois se disent d'accord avec la position belliste du gouvernement canadien.



Un hôpital de campagne comme celui-ci sera bientôt installé en Arabie saoudite.

PHOTO CP

## Tous les partis appuient l'envoi d'un hôpital de campagne en Arabie saoudite

Josée Boileau

de notre bureau d'Ottawa

LE GOUVERNEMENT canadien a formellement donné le feu vert hier à l'envoi d'un hôpital de campagne en Arabie saoudite à la demande des autorités britanniques. Une première équipe sera envoyée d'ici la fin de janvier et l'ensemble du centre médical devrait être prêt d'ici 50 jours.

La nouvelle, annoncée la semaine dernière, a reçu l'aval des partis d'opposition, même si ceux-ci sont opposés à l'entrée en guerre du Canada dans la crise du golfe Persique.

« Ce n'est pas un acte de guerre, a déclaré le chef libéral Jean Chrétien, mais une action humanitaire qui servira à soigner des Britanniques mais aussi des Irakiens et des civils ».

Le leader du NPD, Mme Audrey McLaughlin, a abondé dans le même sens, en regrettant toutefois que les députés ne soient pas avisés avant les médias lorsque de telles décisions sont prises. « C'est quand même les représentants du peuple », s'est-elle exclamée.

La Grande-Bretagne a fait appel à l'expertise médicale canadienne en raison du grand nombre de ses troupes déployées dans le Golfe. L'hôpital sera composé d'environ 550 personnes, soit le maximum d'assis-

tance que l'armée canadienne peut assurer dans ce domaine.

Le centre assurera des soins dits de troisième ligne, ce qui signifie qu'il sera situé à environ six heures de route des lieux de combat. Sa première destination ne serait pas encore établie avec précision, mais on parle de Al Jubayl en Arabie saoudite, et l'hôpital devrait par ailleurs se déplacer selon les besoins.

En matière militaire, les équipes de première ligne sont les médecins postés au front, la deuxième ligne voit au transport ambulancier alors que la troisième est constituée des hôpitaux de campagne.

Le Canada fournit uniquement des soins de troisième ligne aux Britanniques, mais assure tous les soins pour ses propres troupes.

Dès l'arrivée de la première équipe, l'hôpital sera en mesure de recevoir une vingtaine de cas par jour. Une dizaine de spécialistes y travailleront, mais aucun d'entre eux ne sera spécialisé dans le traitement des brûlures, les brûlés étant plutôt référés aux hôpitaux britanniques vu la gravité de pareils cas pour un centre médical itinérant.

Placé sous contrôle britannique, l'hôpital arborera néanmoins le drapeau canadien et sera protégé par quelque 30 soldats qui feront également office de brancardiers.

En conférence de presse hier, le

brigadier-général Pierre Morisset a indiqué que ce déploiement canadien devrait assurer un soutien médical suffisant pour pourvoir aux besoins des troupes et que les équipes sont prêtes à faire face à une guerre chimique.

« Peu ont eu l'occasion d'en vivre une dans la réalité, mais notre personnel a déjà travaillé sous simulation et nous sommes entraînés », a-t-il précisé.

Il a également assuré que cet envoi massif de personnel médical ne nuira pas au service offert au Canada puisque plusieurs civils du monde médical se sont dits prêts à les remplacer ici pendant la durée de l'opération, évaluée pour le moment à six mois.

La note, elle, devrait s'élever à au moins 20 millions \$ et sera assurée par le gouvernement canadien. Le Canada n'a pas demandé à la Grande-Bretagne d'assumer les coûts de l'hôpital, considérant plutôt qu'il s'agit d'un geste normal à poser pour l'un de nos plus proches alliés.

Enfin, les militaires ont réfuté hier les critiques que leur adressait récemment le vérificateur général du pays. Dans son rapport annuel, celui-ci mettait en doute les capacités de nos Forces armées en cas de guerre. « Il réferait à la situation en Europe, disait-on hier, pas à celle du Golfe. Il ne faudrait pas mêler les deux ».

## La GRC avertit ses agents partout au pays

EDMONTON (PC) — Dans une circulaire interne, la GRC a averti ses agents postés un peu partout au pays qu'ils pourraient être retirés de leurs fonctions habituelles pour effectuer du travail de sécurité visant à contrer les menaces terroristes décou-

lant du conflit dans le golfe Persique.

La circulaire, « émanant du bureau du commissaire de la GRC Norman Inkster et envoyée à tous les détachements de la GRC, prévient les agents qu'il se pourrait bien qu'on fasse appel à leurs services pour une mission spéciale.

Le document indique en outre que les agents devront travailler de longues heures si jamais les menaces découlant du conflit dans le Golfe rendent nécessaire leur intervention pour assurer la sécurité interne au Canada.

Le porte-parole de la GRC, le sergent Pierre Bélanger, a précisé que la circulaire se voulait un message

interne adressé aux agents et visant à les informer de ce que l'on attendait d'eux en cas de guerre.

Rejoint à son bureau d'Ottawa, M. Bélanger a ajouté qu'il ne savait pas de quelle manière ces nouvelles responsabilités affecteraient le travail normal des policiers.

Par le passé, la GRC a eu recours à ses agents pour exercer des fonctions particulières et a continué à assurer la sécurité au pays en changeant les horaires de travail et en suppléant au manque d'effectifs par les heures supplémentaires.

# LE DEVOIR

DISTRIBUÉ EN FLORIDE

JUSQU'À LA FIN DE MARS 1991

Les vacanciers trouveront LE DEVOIR aux endroits suivants:

**MIAMI BEACH**  
GOLDEN SHORES  
18190 Collins Avenue

**HOLLYWOOD**  
BEACH SUNDRIES  
328 Johnson Street

**SUNSHINE FOOD MARKET**  
18110 Collins Avenue

**DELI FOOD MARKET**  
302 Johnson Street

**FORT LAUDERDALE**  
A1A CUNNINGHAM'S  
A1A Oakland Park

**DANIA**  
LUCKY 7 STORE  
1414 S. Federal Hwy

**POMPANO OCEANSIDE**  
31 N. A1A Extension  
Pompano Beach



**SKI ET GASTRONOMIE DANS UN DÉCOR D'AUTREFOIS**

## Auberge Hatley

**Vacances neige**

- 30 km de piste de ski de randonnée
- Ski alpin au Mt-Orford et Mt-Joye à proximité
- Patinoire au village

**Le charme d'une vieille demeure**

- construite en 1903
- 24 chambres
- meubles antiques
- foyers et bain tourbillon dans certaines chambres

**MEMBRE DE RELAIS ET CHÂTEAUX**

**(819) 842-2451**  
C.P. 330 NORTH HATLEY, JOB 2C0

*Vos hôtes: Liliane et Robert Gagnon*  
**UN RELAIS POUR LES «GOURMETS ET GOURMANDS»**  
Forfait à partir de \$ 95 p. pers. Occ. d'ill. incluant souper, déjeuner et service.

**FORFAITS ENCORE DISPONIBLES**

Adressez-vous aux anges dans nos campagnes de publicité

Le Conseil des Normes de la publicité

4823 ouest, rue Sherbrooke  
suite 130, Montréal  
H3Z 1G7

(514) 931-8060

## La guerre du Golfe

## Mitterrand appelle à la cohésion nationale

PARIS (Reuter) — Le président François Mitterrand a appelé hier le peuple français à faire bloc autour de ses soldats déployés dans le Golfe, dans l'imminence du conflit.

« Depuis ce matin, la crise internationale est entrée dans une phase décisive. Depuis ce matin, le délai accordé par les Nations unies à la réflexion et, autant que possible, au dialogue entre ceux qui pouvaient infléchir le destin est maintenant dépassé », a déclaré le chef de l'État dans un discours télévisé à la Nation à 20 h.

« Sauf événement imprévu, et donc improbable, les armes vont parler », a-t-il affirmé.

En fin d'après-midi, le ministre des Affaires étrangères, Roland Dumas, avait laissé entendre que la France vivait une veille d'armes.

« En cet instant grave, je ressens la force de la communion de nos pensées, à partir de nos aventures personnelles, mais aussi de la ferveur de nos sentiments », avait-il déclaré, la voix brisée, au Sénat.

Dans son discours à la nation, François Mitterrand a regretté que « pas un mot, pas un signe » ne soit venu de l'Irak, « qui aurait permis

d'espérer que la paix, au bout du compte, l'emporterait ».

« Puisqu'il en est ainsi, je vous demande de faire bloc autour de nos soldats et pour les idéaux qui inspirent notre action », a poursuivi le chef de l'État.

« Ne laissons jamais à la loi du plus fort le soin de gouverner le monde. Un jour ou l'autre, elle s'inscrira dans l'histoire », a affirmé François Mitterrand.

Au Parlement, convoqué en session extraordinaire, la déclaration du gouvernement relative à l'engagement de troupes françaises dans un conflit dans le Golfe avait auparavant recueilli un large assentiment des députés et sénateurs.

À l'Assemblée, le texte soumis aux députés en vertu de l'article 49 de la Constitution a recueilli 523 voix favorables contre 43 voix contre. Sept élus socialistes ont émis un vote négatif, de même que les 26 députés communistes, quelques députés RPR, UDF, UDC et l'unique député du Front national, Marie-France Stirbois.

Au Sénat, la déclaration du gouvernement a recueilli 290 voix favorables contre 25.

Le bureau exécutif du Parti socialiste se réunira aujourd'hui pour statuer sur le sort des députés et sénateurs rebelles.

La journée avait commencé par un conseil des ministres avancé, en raison de la convocation extraordinaire du Parlement.

Le visage grave, les ministres et secrétaires d'État avaient gravi sans un mot les marches du perron du Palais de l'Élysée.

François Mitterrand a souligné au cours du conseil que Saddam Hussein n'avait « pas dit un mot qui aurait changé le destin ». Le ministre des Affaires étrangères Roland Dumas a jugé de son côté que « la France a fait son devoir, tout son devoir sans jamais rompre la solidarité avec ses alliés ».

Devant les députés, Michel Rocard a souligné que « l'évacuation du Koweït est le seul objectif poursuivi et qu'il se suffit à lui-même ».

« Il ne s'agit ni d'écraser l'Irak ni non plus d'établir un lien direct avec d'autres problèmes », a-t-il dit.

« Imposer le respect du droit à l'Irak (...) constituera un précédent. Il obligera tous ceux qui y auront contribué, je dis bien tous, à poursuivre,



Le président de la France, François Mitterrand.

et nul ne pourra plus se prévaloir de violations impunies pour tolérer d'autres violations impunies », a fait valoir le premier ministre.

Comme l'avait fait le président de la République dans son message au

Parlement, Michel Rocard à l'Assemblée et Roland Dumas au Sénat ont cité d'autres violations du droit international au Proche-Orient — Liban, territoires occupés par Israël — ou ailleurs — pays baltes.

## Bagdad est vide

BAGDAD (Reuter) — La crainte d'un bombardement américain imminant a poussé hier des milliers d'Irakiens à fuir Bagdad, au calme irrégulier avec ses magasins fermés, ses restaurants déserts, ses rues vides et ses cours d'écoles silencieuses.

Au premier jour de l'après-ultimatum, il est malgré tout resté un oasis de normalité et d'apparente insouciance : à l'hippodrome de Bagdad, la première course a commencé à l'heure prévue, à 11 h 30 hier matin, et les paris allaient bon train.

Selon des témoins, autobus, voitures et taxis ont commencé à quitter Bagdad par convois entiers aux premières heures de la matinée.

Beaucoup d'habitants sont partis avant même l'expiration de l'ultimatum des Nations unies, à 8 heures locales. Aucune restriction n'a semblé-lui être imposée à leur départ.

Les écoles de la capitale irakienne n'ont pas été fermées officiellement, mais la plupart sont restées désertes. Des étudiants qui se sont rendus à leurs cours ont découvert que beaucoup de leurs professeurs n'étaient pas venus.

Les habitants de Bagdad sont surtout partis pour les régions montagneuses du nord du pays, vers la frontière avec l'Iran, et pour les villes de Nejef et Kerbela, dans le sud, considérées comme des endroits sûrs car ce sont des lieux saints musulmans que les Américains ne devraient pas, selon eux, oser attaquer.

Des voyageurs venus du sud ont signalé hier que Kerbala était envahie de gens venus de Bagdad et qu'un flot de voitures, où s'entassaient valises et cartons, continuait à se déverser vers la ville.

Cet exode contraste avec le ton de défi et d'assurance de la presse du pays, qui a continué hier à prédire que l'armée irakienne, la troisième plus grande armée du monde, infligerait une défaite retentissante aux Américains et à leurs alliés dans le Golfe.

Lorsque les horloges ont sonné les 8 h du matin, certains ont tenté de conjurer leur peur avec des mots d'esprit.

« Regardez ça, les Américains ont déjà lancé des armes chimiques », a plaisanté un serveur d'un hôtel de Bagdad situé en bordure du Tigre.

Du doigt, il a montré la fenêtre : un épais brouillard recouvrait les ponts et les grands immeubles de la rive opposée.

L'hippodrome, qui n'a cessé d'attirer une foule d'habités tous les jours depuis le début de la crise du Golfe, beaucoup de parteurs n'ont rien changé à leurs habitudes.

« Je viens ici depuis 20 ans, a raconté Yousef Ishmael, un retraité. Je suis venu pendant la guerre avec l'Iran, toutes les semaines. Pourquoi est-ce que j'arrêterais maintenant ? Les Américains, laissez-les bombarder. Nous survivrons. »

Musaad all Adem, qui possède 50 chevaux avec un ami, a fait tinter le même son de cloche. « Nous sommes prêts. Ce ne sera pas difficile pour nous. Nous avons acquis une grande expérience en huit années de guerre avec l'Iran. »

## Les droits humanitaires risquent fort d'être violés

GENÈVE (AFP) — Le droit humanitaire risque fort d'être violé dans la guerre du Golfe, comme il l'a été dans des guerres récentes (au Vietnam et dans le conflit Iran-Irak), d'autant que les protagonistes, en particulier l'Irak, n'ont pas signé tou-

tes les conventions protégeant civils et combattants.

Ce droit découle des conventions de La Haye (dont celle de 1907) sur la conduite des hostilités et de celles de Genève en 1949 qui protègent les militaires blessés, les prisonniers de

guerre et les civils. Ces règles sont précisées par les protocoles additionnels de 1977 à Genève et les Conventions de Nations unies de 1972 sur l'interdiction des armes bactériologiques, puis celle prohibant certaines armes conventionnelles inhumaines.

Or, ces règles qui ne sont pas universellement acceptées dans les textes, sont souvent ignorées dans les faits et sont difficiles à faire respecter, notent les observateurs.

Dans la guerre Irak-Iran, le Comité international de la Croix Rouge (CICR), organisation neutre suisse qui veille au droit humanitaire, avait constaté plusieurs violations graves des conventions de Genève, rappellées mercredi au CICR.

Ce fut le cas de l'usage avéré, et pourtant interdit, de gaz chimiques par l'Irak contre les forces iraniennes en 1984 et 1988, ou des bombardements indiscriminés de civils par missiles, pendant la « guerre des villes ».

D'autre part, en Iran puis, par contrecoup, en Irak, le CICR s'est largement vu refuser l'accès aux prisonniers de guerre pour prendre de leurs nouvelles et les secourir. On signalait d'ailleurs mercredi au CICR qu'après l'échange de la fin de l'an dernier entre les deux pays, des milliers de prisonniers irakiens étaient encore en Iran.

Pendant la guerre du Vietnam, Haïf et des organisations humanitaires avaient dénoncé les bombardements américains indiscriminés sur le Nord-Vietnam, qui touchèrent aussi des hôpitaux, des écoles et des quartiers d'habitation. Envolement, Saïgon et les États-Unis dénoncèrent les attentats terroristes aveugles dans le Sud, comme les bombes placées dans les restaurants.

Le sort des prisonniers fut également problématique. Le CICR ne pouvait les visiter au Nord et les fa-

milles ignoraient par exemple souvent si les aviateurs américains non revenus de mission étaient morts ou prisonniers. Au Sud, les autorités refusèrent de donner le statut de prisonniers de guerre à de nombreux détenus, et les mauvais traitements furent patents (par exemple, les opposants enfermés dans des « cages à tigre »).

Le respect des textes, qui incombe d'abord aux États signataires, est de toute façon difficile.

Ainsi Bagdad a-t-il refusé en septembre au président du CICR Cornelio Sommaruga le droit de visite aux étrangers alors bloqués en Irak en niant « l'applicabilité des Conventions de Genève ».

L'Irak a bien signé les Conventions de Genève, avec 163 autres États. Mais Bagdad n'a adhéré ni aux conventions de l'ONU, ni aux deux protocoles additionnels de 1977, dont le premier prohibe les attaques ciblées contre la population civile, la destruction de centrales nucléaires, de barrages, de dépôts alimentaires et réservoirs d'eau potable.

Mais d'autres puissances comme les États-Unis et la France ne sont pas non plus parties à ce protocole I.

Il est donc improbable, selon les observateurs à Genève, que ces éventuels belligérants, acceptent une enquête de la toute récente « Commission internationale d'établissement des faits ».

Il a fallu en effet attendre quarante ans pour qu'un tel mécanisme puisse être créé grâce à sa ratification en novembre dernier par un 20e État, le Canada.

## Les règles fondamentales du droit

GENÈVE (AFP) — Les belligérants d'un conflit armé sont tenus à respecter des règles de droit international sur la conduite des hostilités et sur la protection des combattants et des populations civiles, qui sont édictées notamment dans les Conventions de La Haye de 1907, les Conventions de Genève de 1949 et leurs protocoles additionnels de 1977, et celle de l'ONU en 1972.

Intermédiaire neutre en cas de guerre, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), basé à Genève et composé de Suisses, a pour mandat de faire connaître et respecter ces règles — dont le respect s'impose aux États signataires — ainsi que de faire progresser le droit humanitaire en fonction de l'évolution des méthodes de guerre.

Selon le CICR, les « règles fondamentales du droit international humanitaire applicables dans les conflits armés » peuvent être résumées de la façon suivante :

■ 1 — Les personnes mises hors de combat et celles qui ne participent pas directement aux hostilités ont

droit au respect de leur vie et de leur intégrité physique et morale. Ces personnes seront, en toutes circonstances, protégées et traitées avec humanité, sans discrimination.

■ 2 — Il est interdit de tuer ou de blesser un adversaire qui se rend ou qui est hors de combat.

■ 3 — Les blessés et les malades seront recueillis et soignés par la partie au conflit qui les aura en son pouvoir. La protection couvre également le personnel et les installations sanitaires. L'emblème de la croix rouge et du croissant rouge, signe de cette protection, doit être respecté.

■ 4 — Les combattants capturés et les civils sous l'autorité de la partie adverse ont droit au respect de leur vie, de leur dignité, de leurs droits personnels et de leurs convictions. Ils seront protégés contre tout acte de violence et de représailles. Ils auront le droit d'échanger des nouvelles avec leurs familles et de recevoir des secours.

■ 5 — Toute personne bénéficiera des garanties judiciaires fondamentales. Nul ne sera tenu pour respon-

sable d'un acte qu'il n'a pas commis. Nul ne sera soumis à la torture physique ou mentale, ni à des traitements cruels ou dégradants.

■ 6 — Les parties au conflit et les membres de leurs forces armées n'ont pas un droit illimité quant au choix des méthodes et des moyens de guerre. Il est interdit de menacer de ne « pas faire de quartier ». Il est interdit d'employer des armes ou des méthodes de guerre de nature à causer des pertes inutiles ou des souffrances excessives (par exemple les armes empoisonnées ou causant des blessures incurables). Sont prohibés l'emploi des armes chimiques et bactériologiques en tout temps et celui des armes incendiaires contre les populations et biens civils.

■ 7 — Les parties feront en tout temps la distinction entre les combattants et la population civile, afin d'épargner cette dernière et les biens civils. Les civils ne doivent pas être l'objet d'attaques, qui ne seront dirigées que contre des objectifs militaires.

## L'Église juge moralement injustifié le recours à la guerre

Jean-Pierre Proulx

LE PAPE Jean-Paul II et l'épiscopat catholique américain estiment que le recours à la guerre demeure encore moralement injustifié. De leur côté, les évêques de la région de Montréal, apparemment plus résignés, ont invité les croyants au « jeûne et à la prière », tandis qu'à Genève le Conseil oecuménique des églises a lancé un nouvel appel à George Bush et Saddam Hussein.

Dans une lettre personnelle expédiée mardi soir au président Bush et rendue publique hier, Jean-Paul II écrit que la guerre « n'est absolument pas en mesure d'apporter une solution adéquate aux problèmes internationaux », même face à « une injuste situation » comme l'occupation du Koweït.

Dans une autre lettre à Saddam Hussein, le pape lui demande par ailleurs de poser « un geste généreux » en se retirant du Koweït.

En dépit de l'opinion des gouvernements occidentaux, Jean-Paul II a redit au président américain sa conviction qu'à travers « un effort de dialogue de la dernière minute », la souveraineté du peuple du Koweït puisse être restaurée et que l'ordre international puisse être rétabli.

Jean-Paul II souligne qu'il est de son « devoir pressant » de s'adresser au leader de la nation « la plus engagée tant du point de vue des personnes que des matériels dans l'opération militaire ».

Le pape renvoie surtout les deux présidents aux responsabilités qu'ils devront assumer s'ils déclenchent le feu. À George Bush, le pape écrit : « Je suis certain qu'avec vos conseillers, vous avez assez clairement pesé tous ces facteurs et que vous n'épargnerez aucun effort supplémentaire pour éviter des décisions qui pourraient devenir irréversibles et apporter des souffrances à des milliers de familles parmi vos compatriotes et à beaucoup de peuples du Moyen-Orient ».

Dans son message à Saddam Hussein, il souligne : « Je suis certain que vous aussi vous prendrez les dé-

cision les plus appropriées et ferez les pas courageux qui permettront de s'engager sur le chemin véritable de la paix. Nous pouvons tous imaginer les conséquences dramatiques qu'un conflit armé dans le Golfe pourrait avoir pour des milliers de vos compatriotes, pour votre pays et pour toute la région, voire pour le monde entier ».

Le pape veut toujours croire au « grand pas historique » que constituerait un retrait irakien du Koweït, un geste qui consacrerait « une victoire de la justice internationale et la trompe de la paix ».

Aux milliers de pèlerins venus assister à l'audience générale du mercredi, le pape a évoqué le mot de Paul VI aux Nations unies en 1968 : « Jamais plus la guerre, aventure sans retour, jamais plus la guerre escaladée de deuil et de violence. Que jamais n'éclate cette guerre dans le Golfe ! »

Par ailleurs, à Washington, l'archevêque Daniel E. Pilarczyk, président de la National Conference of Catholic Bishops, a redit que la présence de Saddam Hussein au Koweït constitue une « agression brutale auquel le monde doit résister et qu'il doit renverser ». Nous avons toujours dit qu'il fallait le faire de « fa-

çon déterminée, mais par des moyens pacifiques ».

« L'échec apparent des récents efforts diplomatiques, les actions du Congrès et le dépassement de l'heure de l'ultimatum, poursuit le président, ne dispensent pas notre nation et nos leaders de la terrible responsabilité de passer le test moral qui justifierait le recours à la guerre ».

Pour leur part, les évêques américains, tout en respectant la bonne foi de ceux qui pensent le contraire, sont d'avis « que la force offensive violerait probablement les principes moraux du dernier recours et de la proportionnalité ».

Les évêques américains, déclare leur président, admettent clairement que le déploiement de la force dans la région du Golfe ajoute à la crédibilité aux pressions économiques et politiques. « Nous craignons toutefois que la guerre va détruire beaucoup de vies humaines, diviser notre nation et laisser le monde dans une condition que personne ne peut prédire. Avec le Saint-Père, nous croyons que la guerre est une aventure sans retour. Nous réitérons notre appel d'épargner l'humanité de la tragique expérience d'une nouvelle guerre qui ne peut pas résoudre les

problèmes, mais seulement les aggraver. La présomption, à mon avis, c'est que mieux vaut le blocus que les bombes, la diplomatie que la destruction, la parole que la guerre ».

À Montréal, les évêques de la grande région métropolitaine ont demandé aux fidèles « d'utiliser les armes de la paix » et donc de « jeûner et de prier » pour cette cause. « Le jeûne et la paix, écrivent-ils, ouvrent au salut ».

Certes, ajoutent-ils, « pour défendre son intégrité, un pays a le droit de s'armer militairement et de faire des alliances; il a aussi le devoir d'épuiser toutes les armes de la paix avant de recourir à celles de la mort ».

Aux croyants, ils soulignent que Dieu est « présent et agissant. Il agit, non pas en intervenant directement pour faire gagner ou perdre la guerre, mais en mettant au coeur des humains le désir et les moyens de se comprendre, de s'aimer et de collaborer entre eux ».

« Jeûner et prier pour la paix n'accomplissent aucune action magique. Ils lèvent cependant les obstacles à la négociation et font entrer dans des voies de collaboration, de compréhension et de fraternité ».

Avec plusieurs autres personnes,

quatre évêques ont d'ailleurs choisi de donner l'exemple. Bernard Hubert de Saint-Jean-Longueuil, Robert Lebel, de Valleyfield, Charles Valois et Gilles Lussier, de Saint-Jérôme, ont annoncé hier leur participation à un « jeûne public d'une durée indéterminée », continu, mais rotatif, organisé par le Centre des ressources sur la non-violence avec l'appui du Regroupement Échec à la guerre.

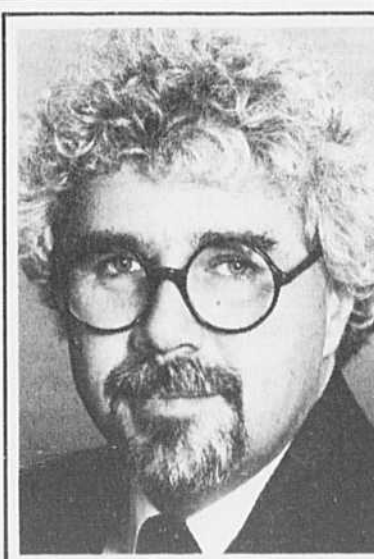
Ce jeûne poursuit quatre objectifs : réaffirmer avec force toute opposition à la guerre, faire pression sur les autorités canadiennes pour qu'elles refusent, « dans tous les cas », de s'engager dans la guerre, signifier l'engagement des citoyens pour la cause de la paix, enfin offrir à la population un moyen concret d'exprimer son opposition à la guerre et de lutter contre la fatalité.

De son côté, le Conseil oecumé-

nique des Églises (COE) a lancé hier un appel aux présidents George Bush et Saddam Hussein pour qu'ils poursuivent « toutes les démarches et initiatives susceptibles d'éviter une guerre ».

Le pasteur Emilio Castro, secrétaire général du COE, a demandé à George Bush et Saddam Hussein « de ne pas précipiter une guerre, de faire preuve de compréhension et d'explorer toutes les voies de la négociation ».

« L'une des plus cruciales décisions affectant l'humanité au cours de ce siècle est entre vos mains », leur écrit-il. Encore maintenant, ajoute-t-il, « une résolution pacifique peut être explorée. Nous nous joignons aux millions de personnes de convictions religieuses différentes dans le monde qui ne cessent d'intercéder et de prier ».



Monsieur Mario Bertrand, président, Les Magasins "M" inc., sera le conférencier invité du prochain déjeuner-causerie de la Chambre de commerce de Saint-Laurent.

Le thème de la conférence: "Gestion de crise: les entreprises peuvent-elles passer à travers la crise économique?"

Date: Jeudi, le 24 janvier 1991  
Heure: 11h45  
Endroit: Buffet Crystal  
5285, boul. Henri-Bourassa ouest  
Saint-Laurent  
Prix: 33 \$ (la TPS est applicable)

Vous pouvez vous procurer des billets en communiquant au numéro de téléphone 333-5222



LACHAMBRE DE COMMERCE DE SAINT-LAURENT

diffusion stephanie bis

LIQUIDATION TOTALE

ON PAYE LA TPS ET LA TVQ POUR VOUS

TOUT POUR LA CROISIERE, TOUTE L'ANNÉE

50 à 75%

1110, RUE LAURIER OUEST • 270.7797  
2030, RUE CRESCENT • 844.0063

## La guerre du Golfe

# Ottawa accueille avec émotion le déclenchement de la guerre

d'après la Presse Canadienne

OTTAWA — Le déclenchement de la guerre du Golfe a été accueilli avec émotion à Ottawa, mais ce ne fut pas une surprise pour le premier ministre Brian Mulroney qui avait été avisé d'avance par le président américain George Bush.

Informé de l'attaque imminente alors qu'il était à sa résidence du 24 Sussex, il a immédiatement convoqué à 20 h 00 le comité spécial du cabinet sur la crise du Golfe pour revoir la situation en compagnie des membres de l'état-major canadien. Une quinzaine de ministres étaient présents.

Les députés, déjà au courant des premiers bombardements, discutaient tant bien que mal de la motion gouvernementale sur la participation du Canada à la guerre du Golfe.

Après l'intervention de M. Clark, les députés ont décidé d'interrompre leurs travaux pour deux heures. Comme l'a mentionné le député libéral de Saint-Denis Marcel Prud'homme, l'objet du débat s'est totalement transformé une fois la guerre déclenchée.

La néo-démocrate Lynn Hunter, qui s'adressait à la Chambre quelques minutes après le raid, n'a pu retenir ses larmes. Elle a répété qu'elle pensait qu'il s'agissait d'une grave erreur et que le Canada ne devrait pas suivre cette voie. Le libéral Don Boudria, qui l'écoutait, avait la tête entre les mains et fixait son bureau.

Par la suite, les députés, réunis en petits groupes, discutaient des derniers événements tandis que des sénateurs réunis en comité apprenaient la nouvelle par le biais des médias.

Ému, le ministre de la Santé et du Bien-être social Perrin Beatty a indiqué alors qu'il se rendait à la réunion du comité qu'il espérait que cette guerre soit la plus courte possible pour que le bain de sang soit le moins étendu.

Il a dit que le Canada espérait une guerre courte causant le moins de pertes de vie possibles.

Le leader du gouvernement en Chambre Harvie Andre a déclaré qu'il croyait que les Américains visaient des cibles militaires et que le Canada ne prenait pas part à ce premier assaut.

Les libéraux et les néo-démocrates ont immédiatement convoqué une réunion d'urgence de leur caucus.

Subitement, il ne se trouvait plus un seul député libéral pour réclamer le retrait des troupes canadiennes. Il s'agissait pourtant de la position qu'avait réitéré le chef libéral Jean Chrétien en après-midi.

Tous les libéraux rencontrés par la Presse Canadienne avant leur réunion ont indiqué qu'ils allaient rediscuter de cette question de retrait des troupes.

« Il y a une heure qu'on a déclaré la guerre. Ce n'est pas M. Chrétien qui a changé de position, ni moi, c'est

que le Canada et au moins huit autres pays sont en guerre au Moyen-Orient », a déclaré le député acadien Doug Young.

Il s'est dit certain que tous les Canadiens de tous les partis vont soutenir sans équivoque les troupes actuellement dans le Golfe.

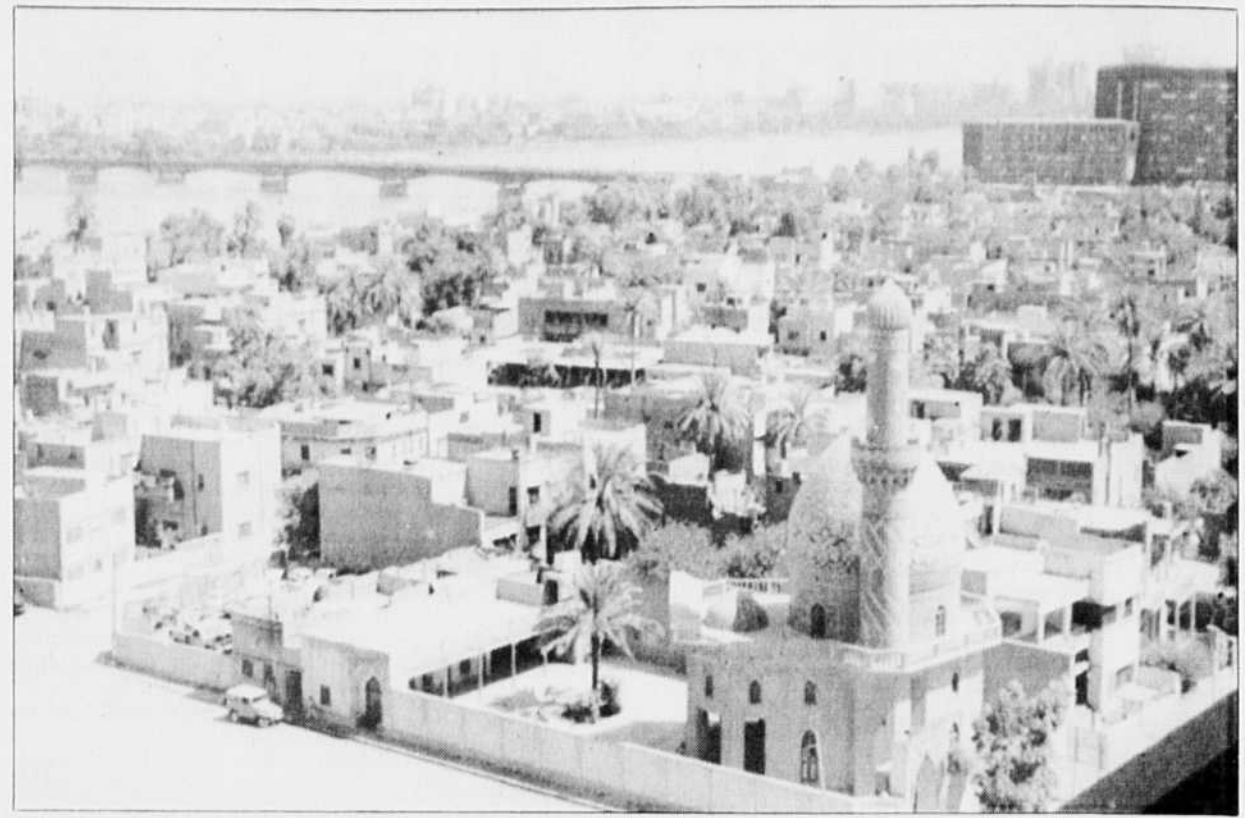
Le chef Jean Chrétien a déclaré lui aussi que la situation avait changé depuis cet après-midi.

« Nous n'étions pas en guerre, alors que maintenant, nous le sommes, a-t-il déclaré. Nous devons avoir plus d'informations sur la position du gouvernement avant de pouvoir définir notre position ».

L'ancien chef John Turner avait créé tout un émoi, en après-midi, en contredisant le chef libéral actuel en insistant pour maintenir les forces canadiennes au Golfe persique en cas de conflit.

La leader néo-démocrate Audrey McLaughlin a avoué sa tristesse mais hésitait elle aussi à se prononcer sur le rôle futur des troupes canadiennes. En attendant d'avoir plus d'informations, elle a suggéré au gouvernement de limiter le rôle des forces canadiennes à un rôle de soutien médical et humanitaire. De plus, elle a demandé au premier ministre de s'impliquer activement dans les négociations de paix qui suivront.

« Le Canada doit faire tout son possible, une fois la paix revenue, pour qu'elle soit permanente dans toute la région », a espéré pour sa part le libéral Paul Martin.



À quelques heures de l'attaque de la force multinationale, Bagdad était déserte.

PHOTO AP

## SUITES DE LA PREMIERE PAGE

### ◆ Guerre

L'ultimatum avait expiré à minuit mardi. Tous les experts avaient prédit qu'une offensive commencerait par une attaque aérienne de nuit. Aucune information n'était disponible hier sur les autres cibles attaquées soit en Irak soit au Koweït.

Par ailleurs, les troupes françaises de l'opération Daguet en Arabie saoudite ont été placées en état d'alerte maximum, selon un officier supérieur français à l'AFP.

En Arabie saoudite, une alerte a été déclenchée à Ryad et des sirènes ont retenti sans interruption durant plusieurs minutes. Les journalistes, dont les envoyés spéciaux de l'AFP, ainsi que les autres clients du Novotel, ont été invités par les autorités à se munir de leurs masques à gaz et à descendre dans les abris.

A New York, le secrétaire général de l'ONU Javier Perez de Cuellar, a exprimé sa peine et sa tristesse après le déclenchement des hostilités. Il a également indiqué que le Conseil de sécurité tiendrait une réunion dite de consultation dans la soirée.

« Je ne peux qu'exprimer ma profonde peine, a-t-il déclaré. En tant que secrétaire général des Nations unies, une organisation de paix, je ne peux qu'être attristé par le déclenchement des hostilités ».

L'Irak a ignoré jusqu'au dernier moment les appels à la paix et, par son refus de se retirer du Koweït conformément à l'ultimatum des Nations Unies, a ouvert la porte à la guerre.

Plus de 1 225 000 hommes sont déployés de part et d'autre dans le Golfe : 545 000 Irakiens au Koweït et dans le sud de l'Irak et 680 000 du côté des forces coalisées, dont 425 000 Américains, a précisé le Pentagone.

Les émissions de Radio-Bagdad sont pratiquement inaudibles sur toutes les fréquences en ondes courtes normalement utilisées par l'Irak,

ce qui est fort probablement le résultat d'opérations de brouillage engagées par les armées coalisées, annoncent les services d'écoute de la région.

L'Irak a déclaré hier que ses troupes étaient prêtes au combat, « le doigt sur la gâchette ». « Une reddition est totalement exclue », a écrit le quotidien du ministère de la Défense *Al Kadissiya*. « L'heure du duel est arrivée. (...) Les Irakiens ont les yeux fixés sur leurs droits et croient fermement en leur lutte sacrée ».

« Aujourd'hui, les doigts sont sur la gâchette et les vaillants hommes de l'Irak (...) attendent l'heure H pour mener la plus honorable des batailles de l'histoire de l'humanité », écrit l'éditorialiste.

Selon un porte-parole américain à Ryad, les troupes irakiennes fortifient leurs positions au Koweït et en Irak, mais cela ne signifiait pas qu'elles aient adopté une stratégie purement défensive.

« L'Irak occupe et renforce des positions défensives, mais ses forces ont la capacité de passer à l'offensive à brève échéance », a dit le colonel Greg Peppin au cours d'un point de presse.

Hier après-midi, le premier ministre israélien, Yitzhak Shamir, avait prédit qu'une guerre éclaterait dans le Golfe « dans le laps de temps le plus court » et averti les Israéliens qu'ils devaient s'attendre à une attaque irakienne.

Un couvre-feu a été décrété sur toute la bande de Gaza et dans pratiquement tous les camps de réfugiés et les principales villes de Cisjordanie, notamment Naplouse et Jérôme, à l'expiration de l'ultimatum de l'ONU sur le retrait du Koweït.

La majeure partie de la Cisjordanie et de la bande de Gaza est désormais considérée comme une zone militaire fermée pour prévenir toute agitation, a précisé l'armée israélienne.

Tel-Aviv, la plus grande agglomération d'Israël que l'Irak a menacé d'attaquer en premier, a pris elle aussi des allures de ville sous couvre-feu. Ses habitants sont restés chez eux. Le gouvernement a ordonné la fermeture de toutes les écoles jusqu'à dimanche et la plupart des magasins et des cafés ont été fermés.

L'armée syrienne, en état d'alerte avancée, a rappelé hier des milliers

de réservistes en cas de guerre dans le Golfe et l'implication éventuelle d'Israël dans les hostilités. Des renforts de troupes, accompagnés de chars et de batteries anti-aériennes, ont été envoyés sur des positions proches des hauteurs de Golan qui marquent la frontière avec Israël, ainsi que sur la frontière avec la Jordanie, précise-t-on.

En dépit de l'expiration du délai de l'ONU, les appel à la paix se sont poursuivis hier.

Au Vatican, le pape Jean-Paul II a lancé un appel de dernière minute au président George Bush et à son homologue irakien Saddam Hussein, dans l'espoir d'éviter la guerre.

A Moscou, l'URSS a fait savoir qu'elle restait en contact avec son ancien allié l'Irak dans l'espoir d'empêcher une guerre.

Le vice-ministre soviétique des Affaires étrangères, Alexandre Belogonov, a rapporté devant le Soviet suprême que l'URSS restait en contact avec l'Irak pour tenter de le persuader de montrer « un minimum de souplesse ».

Alexandre Belogonov a précisé que Moscou pensait que le président Saddam Hussein ne comprenait peut-être pas la gravité de la situation et préférait croire que les pays occidentaux menaient une action purement psychologique.

« Nous avons l'impression que les dirigeants irakiens ne croient toujours pas en la détermination des Américains et des autres membres de la coalition à recourir à la force », a-t-il dit.

### ◆ Pacifistes

À Outremont, quelque 700 étudiants de la Commission scolaire Sainte-Croix ont également défilé dans les rues de Montréal, avant que le service de police de la CUM n'intervienne et démantèle la manifestation, à l'angle des rues Jeanne-Mance et Ontario.

Dans le nord de l'île, le premier groupe de manifestants a fait le tour de cinq écoles avant de se disperser, causant même des dommages évalués à quelque 1000 \$ à l'école secondaire Calixa-Lavallée.

« La manifestation s'est organisée dans un mouvement spontané, expliquant pour sa part Étienne Proulx, étudiant au secondaire V à l'école secondaire Paul-Gérin-Lajoie, d'Outremont, et la nôtre était pacifique. Nous nous sommes dirigés vers le Collège Stanislas, puis vers le Collège Français, et enfin à l'école Jeanne-Mance ».

À l'école Paul-Gérin-Lajoie, les cours ont également été ajournés près d'une heure plus tôt que de coutume, en raison de la manifestation.

« La direction de l'école était d'ac-

cord pour que l'on débraye, mais elle voulait, de la même façon que le mouvement Échec à la guerre, attendre le début des hostilités avant de nous laisser s'exprimer. Nous croyons qu'il ne fallait pas attendre le début de la guerre avant de manifester », a poursuivi M. Proulx.

Du côté de la CÉCM, on était très discret sur les manifestations d'étudiants de cette semaine, de crainte de provoquer un effet d'entraînement dans les écoles.

Hier, les écoles secondaires Saint-Luc et Lucien-Pagé ont également été fermées à cause des manifestations des étudiants.

À Québec, où quelques centaines d'étudiants de la Commission des écoles catholiques de Québec avaient manifesté mardi sur la Colonne parlementaire pour protester contre la guerre, aucune école n'a fermé ses portes au cours de la journée d'hier.

Ailleurs au Canada, les manifestations se sont poursuivies, hier, toute la journée.

Environ 250 manifestants opposés à la participation du Canada dans la guerre du Golfe sont partis de la Colonne parlementaire, vers midi, pour bloquer pendant deux heures la circulation automobile sur la rue Wellington. Ils se sont ensuite dirigés vers l'édifice Langevin, où se trouve le bureau du premier ministre.

Là, deux manifestants se sont enchaînés aux portes principales de l'édifice, avant d'être libérés par la GRC et... menottés pour se rendre au poste.

Des manifestations semblables ont aussi eu lieu un peu partout au pays, aux bureaux de plusieurs ministres du gouvernement conservateur. Ainsi, à Montréal, les bureaux du ministre du Travail et député d'Anjou, Jean Corbeil, ont été visités par une vingtaine de membres du groupe Greenpeace.

Le groupe voulait ainsi faire pression sur le gouvernement pour l'empêcher d'adopter la résolution sur l'engagement militaire du Canada dans le Golfe. Un porte-parole des manifestants, Marc Beauchesne, a expliqué que le groupe continuera son occupation tant que le débat se poursuivra aux Communes. Le vote sur la résolution a lieu aujourd'hui.

Ailleurs au pays, des occupations et manifestations ont eu lieu aux bureaux torontois du ministre des Finances, Michael Wilson, et de la ministre de l'Emploi, Barbara McDougall, du ministre de la Santé, Perrin Beatty, à Fergus, en Ontario, du leader du gouvernement en Chambre, Harvie Andre, à Calgary, du ministre de l'Énergie, Jake Epp, à Winnipeg, et du député Scott Thorkelson, à Edmonton.

De son bureau d'Ottawa, le ministre Epp a comparé les manifestants à Saddam Hussein. « Vous faites usage de la force en occupant mon bureau (de Winnipeg), ce qui démontre un mépris des lois, un peu comme le fait Saddam Hussein », a-t-il dit aux manifestants via un appareil téléphonique amplifié. « Contrairement à Saddam, nous ne faisons pas usage de la force », lui a répliqué Cindy Baldassi, une manifestante.

À Vancouver, environ deux douzaines de membres de Greenpeace ont occupé le bureau des ministres régionaux, où se trouvent les bureaux

de la ministre de la Justice, Kim Campbell, du ministre des Affaires indiennes, Tom Siddon, du ministre des Forêts, Frank Oberle, et de la ministre associée de la Défense nationale, Mary Collins.

Des représentants de Médecins canadiens pour la prévention de la guerre nucléaire, de Project Ploughshares (œcuménique) et des Artistes pour la paix ont aussi plaidé en faveur d'un retrait des troupes canadiennes dans le Golfe.

En Europe, des manifestants pacifistes ont essayé de bloquer l'entrée de plusieurs bases militaires américaines en Allemagne et plus de 100 000 personnes ont défilé dans les villes allemandes pour le cinquième jour consécutif.

La police a rapporté qu'une explosion de faible puissance s'était produite contre l'un des monuments les plus importants de Berlin, la Colonne de la Victoire, qui commémore les victoires prussiennes du XIX<sup>ème</sup> siècle. La responsabilité de l'attentat a été revendiquée par un groupe inconnu, les Cellules révolutionnaires, pour dénoncer la guerre.

À Paris, plusieurs manifestations d'opposants ont rassemblé hier plus de 10 000 personnes.

Des débordements ont émaillé la formation d'un cortège de 1500 personnes scandant « Non à la guerre », en début de soirée, aux abords de la place de la République, a-t-on appris de source proche de la police. « Des heurts ont opposé les forces de l'ordre à des groupes incontrôlés ».

Plusieurs dizaines de personnes se sont livrées à des actes de vandalisme hier soir à l'Opéra Bastille à Paris, a indiqué la police. Les manifestants ont lancé divers projectiles et ont recouvert des façades de l'édifice de graffiti, a-t-on précisé de même source. D'importantes forces de police ont été mobilisées pour « contenir » la manifestation, a-t-on ajouté.

Dans la matinée, plus de 3000 pacifistes avaient déjà manifesté aux abords de l'Assemblée nationale où se déroulait le vote autorisant l'engagement des troupes françaises dans le Golfe.

Ils répondaient à l'appel d'une cinquantaine d'organisations de gauche réunies au sein d'un Forum pour « une paix juste et globale au Moyen-Orient » (Verts, Mouvement contre le racisme, Ligue communiste).

Dans l'après-midi, plusieurs milliers de manifestants proches, cette fois, du Parti communiste et du syndicat CGT, avaient également convergé vers la place de la République.

Les opposants à la guerre ont organisé des veillées pour la paix, hier aux États-Unis, et de nombreux groupes ont promis de grandes manifestations si la guerre venait à éclater.

Des manifestants ont encerclé des bâtiments publics, défilé sur des campus ou prié dans des églises dans les grandes villes du pays, quelques heures après l'expiration de l'ultimatum de l'ONU.

À Boston, 18 manifestants ont été arrêtés alors qu'ils essayaient de bloquer la circulation. Près de 350 personnes portant des pancartes et criant des slogans sont parvenues à arrêter la circulation près de la mairie.

### ◆ Mulroney

heures de discussion nous ont mené à l'unanimité. Si M. Turner était venu au caucus, il aurait pu lui aussi bénéficier du débat tenu ».

M. Chrétien a toutefois ajouté que l'ancien chef avait le droit d'agir comme il l'a fait. Il a refusé de commenter les hypothèses de vengeance et de manque de loyauté.

D'autres libéraux ont été plus sévères. Don Boudria, l'air accablé, s'est dit surpris et déçu, ajoutant : « Quand on ne peut rien dire de bien de sa famille, on se tait. C'est ce que je fais ».

John Nunziata, lui, parlait carrément de vengeance et de geste inacceptable, mais il a été légèrement rabroué par David Berger qui lui a rappelé que tous les deux avaient voté contre M. Turner sur l'accord du lac Meech.

Sheila Copps, ébranlée, s'est dite pour sa part désappointée et choquée. « Moi, je l'avais appuyé pendant les périodes difficiles du caucus en insistant sur la solidarité », a-t-elle déploré.

Seul le député libéral Jim Peterson s'est rendu au bureau de M. Turner pour le féliciter de son courage, même s'il ne partageait pas son opinion. Il a rejeté avec force tout soupçon de vengeance de la part de l'ancien chef : « Oh non, pour lui les Nations unies sont vraiment très importantes. Il était vraiment sincère ».

Ces coups de théâtre ont rejeté dans l'ombre le débat qui s'est poursuivi aujourd'hui aux Communes. Les amendements néo-démocrate et libéral, portant sur le refus d'une participation militaire du Canada à la guerre et sur les sanctions économiques, ont toutefois été soumis au vote et défaits.

L'amendement libéral a toutefois été rejeté à seulement 134 voix contre 116, l'opposition, députés du Bloc québécois et du NPD compris, l'ayant appuyé en bloc. Le vote final est prévu pour demain.

## 17 janvier

par la PC et l'AP

1990 : annonce de la fusion des compagnies d'assurances La Sauvagarde et Assurance-Vie Desjardins.

1989 : Jean-Claude Parrot est élu leader du nouveau syndicat regroupant les postiers et facteurs canadiens.

1988 : Leslie Mangat devient le nouveau président d'Haïti.

1981 : le président Ferdinand Marcos lève la loi martiale en vigueur depuis huit ans aux Philippines.

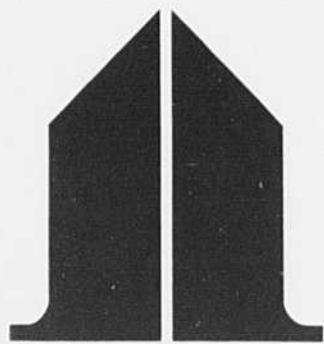
1975 : Lucien Rivard rentre à Montréal après dix ans de détention dans des pénitenciers américains.

1947 : le cardinal Villeneuve, archevêque de Québec, meurt à Los Angeles, où il était en visite.

1879 : mort d'Octave Crémazie, premier poète national canadien.

Il s'est tenu le 17 janvier : le physicien et homme d'état américain Benjamin Franklin (1706-1790); l'écrivain russe Anton Tchekov (1860-1904).

# Avec l'alcool, il y a parfois ...un hic.



La Maison Jean Lapointe peut vous aider. Appelez.

## (514) 288-2611

## LE DEVOIR

Renseignements..... (514) 844-3361

Administration..... (514) 844-3361

Rédaction..... (514) 842-9628

Annonces classées..... (514) 286-1200

Publicité..... (514) 842-9645

numéro sans frais..... 1-800-363-0305

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30

### Abonnements

Les numéros de téléphone suivants sont valables pour le service de livraison par camélot. Pour les abonnements postaux, contactez le (514) 844-7457

Montréal.....	(514) 332-3891 ou (514) 844-5738
Québec.....	(418) 845-2080
Extérieur — Indicatif 514.....	1-800-361-6059
Indicatif 418.....	1-800-463-4747
Indicatif 819.....	1-800-361-5699
Indicatif 613.....	1-800-361-5699



- C'est quoi la midi-marche ?  
- C'est nouveau et ça fait sortir.

Faites la midi-marche !  
Sortez prendre une bouchée.  
Sortez prendre une bouffée d'air frais.  
La journée sera moins longue.



## À vous de jouer.

# LA VIE ÉCONOMIQUE

Montréal, jeudi 17 janvier 1991

## Le Conference Board prévoit la perte de 187 000 emplois et 9,7 % de chômage

OTTAWA (PC) — La récession actuelle au pays passera à l'histoire contemporaine comme la deuxième plus importante crise économique depuis la Grande Dépression de 1930, privant de travail quelque 187 000 Canadiens et provoquant une baisse de 1,8 % des indices économiques, prévoit le Conference Board du Canada.

Et la guerre dans le golfe Persique ne fera rien pour arranger les choses, a expliqué, hier, M. James Frank, économiste en chef au sein de l'organisme indépendant. « Cela (la

guerre) n'augure rien de bon pour l'économie et pourrait prolonger la récession encore plus avant en 1991 », a-t-il expliqué.

La pire récession depuis le krach de 1929 était survenue en 1981-82.

Le Conference Board prévoit que le taux de chômage atteindra au cours de la présente récession 9,7 % — il est passé de 9,1 à 9,3 % entre novembre et décembre dernier.

La relance de l'économie canadienne dépend essentiellement d'une baisse des taux d'intérêt, d'une re-

prise économique aux États-Unis et de la volonté des entreprises de renflouer leurs stocks, estime le Conference Board.

M. Frank pointe d'ailleurs du doigt les taux d'intérêt élevés comme grands responsables de la récession actuelle.

« Notre politique monétaire très serrée en 1990 constitue le facteur principal de cette récession *made in Canada* », a-t-il indiqué. *Pendant la plus grande partie de l'an dernier, les bons du Trésor canadiens —*

*échéance de 90 jours — portaient un taux d'intérêt supérieur de cinq points de pourcentage à ceux des Américains.*

*Un aussi grand écart entre les deux pays constitue « du jamais vu depuis plus de 30 ans », a expliqué M. Frank. « Cet écart n'a pas été réduit de façon significative au cours des derniers mois et continue de provoquer une surévaluation du dollar canadien, ce qui amoindrit notre compétitivité sur les marchés américains. »*

## La BdeM baisse encore son taux préférentiel

Serge Truffaut

UNE fois de plus, la Banque de Montréal a décidé d'abaisser son taux préférentiel d'un quart de point pour le ramener ainsi à 12,25 %. Conséquemment, le taux hypothécaire pour des échéances de cinq et sept ans a été fixé à 11,95 %.

La diminution annoncée hier, la neuvième depuis août dernier, a été décidée pour la bonne raison que « nous anticipons une autre baisse du taux d'escompte de la Banque du Canada aujourd'hui », a indiqué M. Jacques Rastoul, porte-parole de la Banque de Montréal.

Il y a une semaine très précisément, le gouverneur de la Banque du Canada, M. John Crow, avait ordonné une baisse de 20 centièmes du taux directeur pour l'établir ainsi à son plus bas niveau depuis deux ans, soit à 11,30 %.

Au cours d'un entretien, M. Rastoul a confié que la position des liquidités permettait, voire favorisait, une diminution du taux préférentiel de la Banque. Présentement, les liquidités dont dispose cette institution financière représentent 28 % de l'actif, soit... 11 % de plus que la moyenne dans l'industrie.

A cet égard, le rapport annuel déposé avant-hier indiquait que la position des liquidités dans l'actif de cette banque a atteint « un niveau plus élevé qu'il n'est nécessaire. L'actif liquide ne comporte qu'un risque de crédit faible ou nul et rapporte donc un taux d'intérêt inférieur à celui des prêts ». Ce 28 % de l'actif totalise plus de 24 milliards \$.

Par conséquent, « lorsque le niveau des liquidités est trop élevé, la Banque ne tire pas le maximum de ses possibilités de gains. Mais s'il était trop bas, elle courrait le risque de ne pouvoir faire face à ses engagements. La Banque a l'intention de réduire ses liquidités à un niveau plus optimal qui, tout en restant suffisant, lui permette d'augmenter ses bénéfices ».

## Un trimestre difficile pour les banques US

NEW YORK (Reuter) — Le quatrième trimestre 1990 a été désastreux pour de nombreuses banques américaines, affectées par une détérioration de la situation de leurs créances, surtout dans le secteur de l'immobilier et des prêts à taux élevés.

Face à une baisse sensible de leurs bénéfices, les banques ont réagi en diminuant leur dividende et en réduisant leurs effectifs.

Citicorp, la plus grande banque américaine, qui a annoncé hier une perte de 382 millions \$ US pour le quatrième trimestre 1990, va réduire son dividende de 44 % et supprimer 8000 emplois.

Coup d'oeil boursier	
Montréal-XXM	1697.49 + 2.75
TSE-300	3164.49 + 2.54
Dow Jones	2508.91 + 18.32
Dollar canadien (US Cents)	86.95 - .24
Or (New York-US\$)	403.00 + 4.20

## Une attaque de l'Irak contre les puits de pétrole n'aurait pas d'effets durables

NEW YORK (AP) — Des attaques irakiennes contre le matériel utilisé pour l'extraction du pétrole du Proche-Orient et son acheminement à l'étranger n'auraient pas d'effets durables, estiment les spécialistes.

Lors du conflit irano-irakien, ni Téhéran ni Bagdad n'avaient réussi à porter un coup mortel au potentiel pétrolier de l'autre.

« Saddam Hussein menace de mettre le feu le Golfe, mais il faut se rappeler qu'en huit ans de guerre, il n'a pas réussi à le faire », note Christian Gohler, courtier de Merrill Lynch Energy Futures.

Les Irakiens pourront peut-être saboter les installations koweïtiennes mais les installations pétrolières saoudiennes seront protégées. Pourtant, certains spécialistes estiment qu'une attaque irakienne contre les installations saoudiennes pourrait être beaucoup plus efficace qu'on ne le croit. « On ne sait pas de quel type d'armes ils disposent », explique Pe-

ter Beutel, expert de la société Petagas Econometric Group Inc. en Hoboken, N.J. « Les Irakiens peuvent nous rendre la vie difficile pendant quelque temps ».

Cependant John Lichtblau, président de la Petroleum Industry Research Industry estime que la destruction des installations pétrolières serait particulièrement difficile.

« Les puits ne sont pas si grands. Diriger un missile sur un puits pétrolier implique une grande précision. On ne peut pas détruire facilement les puits pétroliers. Les oléoducs peuvent être facilement réparés ».

Quant aux champs pétroliers, ils sont à l'abri à plusieurs centaines de mètres sous terre.

En revanche les plates-formes pétrolières saoudiennes installées près du Koweït et dans la zone neutre saoudo-koweïtienne pourraient être vulnérables.

Les Irakiens pourraient également chercher à endommager la raf-

finerie saoudienne de Jubail ou le port et la raffinerie de Ras Tanoura d'où partent les pétroliers. Les raffineries possèdent une capacité de 600 000 barils par jour.

Si la raffinerie de Ras Tanoura était endommagée, les Saoudiens pourraient accroître la capacité de leur oléoduc débouchant sur la Mer Rouge, estime M. Lichtblau.

En revanche, les installations pétrolières du Koweït sont les plus vulnérables car, selon les experts, il est facile de les truffier d'explosifs. De telles destructions porteraient un coup sévère à la capacité industrielle du Koweït. Cependant sur le plan international, les repercussions seraient minimales puisque depuis le mois d'août, le monde occidental a réussi à se passer de la production koweïtienne.

Il n'en demeure pas moins que les Irakiens ont les moyens d'infliger des dégâts qui mettront deux à trois années pour être réparés.

## L'inflation demeure stable aux États-Unis

WASHINGTON (AFP) — La hausse des prix de détail aux États-Unis est restée modérée en décembre avec un chiffre de 0,3 %, mais a néanmoins atteint pour l'ensemble de 1990 son plus haut niveau depuis neuf ans, a annoncé hier le département du Travail.

Les prix à la consommation avaient également progressé de 0,3 % en novembre après avoir fortement augmenté au cours des trois mois précédents (+ 0,7 % en moyenne mensuelle) en raison de la flambée des cours du pétrole liée à la crise du Golfe.

En dépit du ralentissement de l'inflation noté en fin d'année, la hausse des prix ressort à 6,1 % pour l'ensemble de 1990, chiffre le plus mauvais depuis 1981 (+ 8,9 %). Les prix à la consommation avaient progressé seulement de 4,6 % en 1989 et de 4,4 % en 1988.

La hausse modérée des prix en décembre s'explique notamment par un recul des prix de l'énergie (-0,4 % qui avaient beaucoup progressé les mois précédents en raison de la crise du Golfe) et une quasi-stabilité des tarifs des produits alimentaires (+ 0,1 %).

En excluant ces deux secteurs où les prix fluctuent toujours beaucoup d'un mois à l'autre, l'augmentation des prix s'est légèrement accélérée en décembre avec une progression de 0,4 % contre 0,3 % au cours des trois mois précédents.

L'indice des prix hors énergie et alimentation, jugé par les experts comme plus significatif des tendances de fond de l'inflation, a crû de 5,2 % en 1990, performance également la plus mauvaise depuis 1981. Il avait augmenté de 4,6 % en 1989 et de 4,7 % en 1988.

La hausse des prix notée le mois dernier est légèrement plus forte que prévu car les experts tablaient généralement sur une augmentation de 0,2 % pour l'indice global et de 0,3 % pour l'indice excluant l'énergie et l'alimentation.

Les analystes s'attendent néanmoins à une poursuite du ralentissement de l'inflation dans les prochains mois, en prévoyant une progression des prix légèrement inférieure à 4 % pour l'ensemble de cette année. Selon un panel de 40 économistes interrogés début janvier par le Wall Street Journal, la hausse des prix de détail devrait tomber, en rythme annuel, à 3,8 % au premier semestre et à 3,7 % au cours des six derniers mois de 1991.

Ces prévisions optimistes s'expliquent notamment par le fait que la récession qui frappe actuellement l'économie américaine joue en faveur d'une modération de l'inflation. Les entreprises, confrontées à une baisse de la demande, peuvent en effet moins augmenter leurs tarifs qu'en période de croissance, soulignent les analystes.

La crise du Golfe constitue toutefois une incertitude de taille en matière d'inflation, ajoutent les experts. Ceux-ci notent qu'une guerre longue dans cette région risquerait de faire grimper durablement les cours du pétrole, empêchant ainsi un nouveau ralentissement des prix.

Par ailleurs, le président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan, voit des signes préliminaires tendant à indiquer une stabilisation de l'économie aux États-Unis après une forte contraction du PNB au 4ème trimestre 1990, rapportait hier le Washington Post.

Si ces signes se confirment cela si-

gnifierait « que le pire est derrière nous », a déclaré M. Greenspan à ce quotidien en estimant que le Produit national brut s'était contracté de 2 à 4 % après inflation pendant les trois derniers mois de 1990.

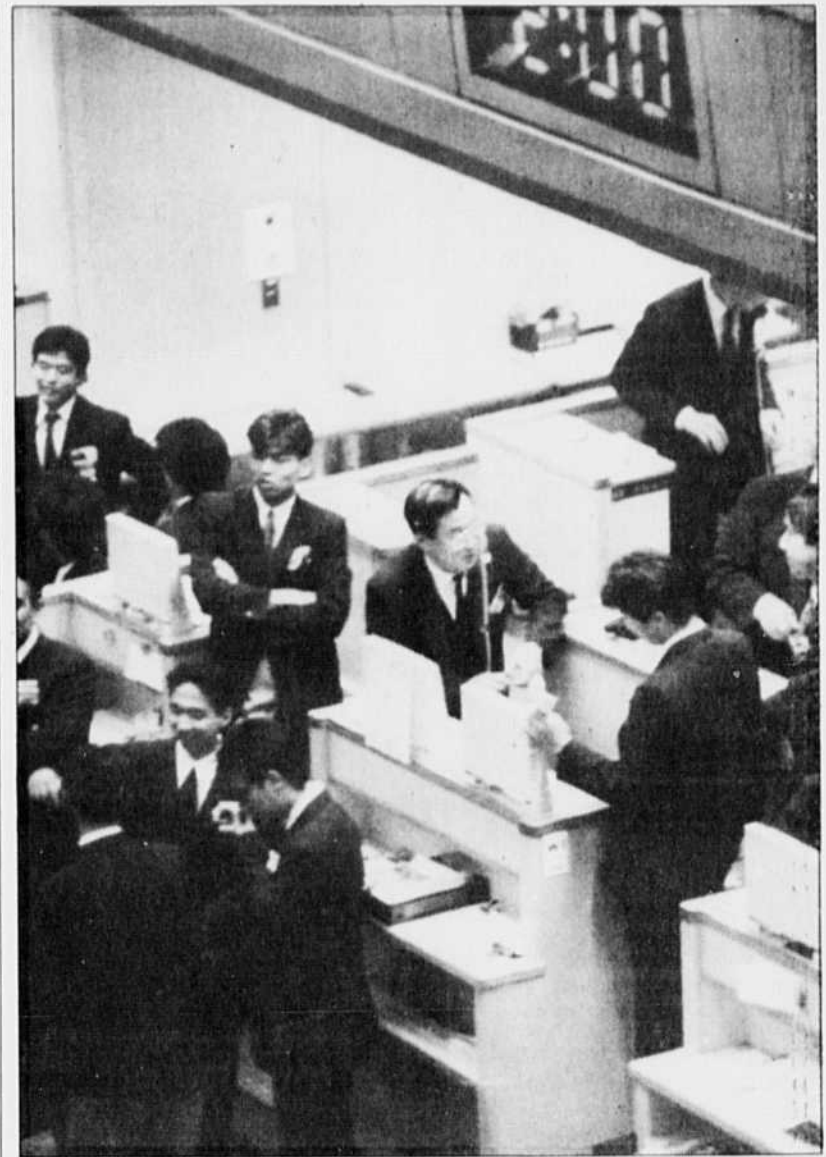
M. Greenspan a observé que les banques américaines paraissent de nouveau disposées à accorder des crédits sans les conditions contraignantes et les exigences imposées ces derniers mois, qui s'étaient traduites par une importante contraction du crédit bancaire. Ce facteur, a affirmé M. Greenspan, a été en très grande partie responsable de la récession actuelle.

Même si le pire est passé, a poursuivi M. Greenspan, le PNB continuera à diminuer au premier trimestre 1991.

Enfin, M. Greenspan a relevé que les perspectives de l'économie américaine et mondiale dépendaient très largement de l'évolution de la situation dans le Golfe et s'il y a une guerre avec l'Irak, a-t-il ajouté, la durée des hostilités sera déterminante.

Une issue de la crise actuelle favorable aux États-Unis ferait rapidement revenir la confiance dans les milieux d'affaires et chez les consommateurs, a estimé M. Greenspan.

Le diagnostic de M. Greenspan, selon lequel l'économie a touché le fond au 4ème trimestre et devrait repartir dès le début de l'été après une contraction modérée, est partagé par certains économistes privés. Toutefois, une majorité de conjoncturistes se sont montrés plus pessimistes récemment en prévoyant une récession beaucoup plus profonde et plus longue.



Les négociateurs faisaient la pause, hier, à la Bourse de Tokyo, lorsque l'horloge a indiqué 14 heures, heure de la fin de l'ultimatum de l'ONU à l'Irak.

## Les marchés dans l'oeil du cyclône

PARIS (AFP) — Dans l'oeil du cyclône depuis l'expiration de l'ultimatum à l'Irak, les marchés financiers sont restés pétrifiés hier en attendant un développement de la situation au Moyen-Orient.

Les places boursières ont continué à glisser doucement avec un volume d'échanges réduit à sa plus simple expression. L'or et le pétrole restaient en revanche sous tension.

Partout de Paris à Londres en passant par Francfort et New York, les milieux financiers, penchés sur les dernières dépêches, étaient à l'écoute du Moyen-Orient.

Cette tension extrême gelait toute initiative importante, seuls les plus audacieux des opérateurs prenaient position misant sur une guerre éclair qui « libérerait les marchés », selon les professionnels.

Les marchés pétroliers étaient très sensibles à cette tension, les cours du brut continuant à progresser sensiblement.

À New York à l'ouverture, le prix du *light sweet crude* gagnait 1,13 \$ US à 31,20 \$ US. Quelques heures plus tôt à Londres, le baril de Brent de la Mer du Nord progressait de 1,35 \$ US à 30,35 \$ US pour échéance février.

L'or, valeur refuge en période troublée, continuait à attirer des capitaux. À Londres, il passait la barre des 400 \$ US à 404,50 \$ US en hausse de 5,75 \$ US. À New York, l'or a clôturé en hausse de 4,40 \$ US à 403,20 \$ US par rapport à son cours de la veille au soir.

Si les hostilités sont engagées, les spécialistes londoniens s'attendent à une poussée du métal fin jusqu'à 425 \$ US, mais pour peu de temps, estiment-ils.

Sur les marchés des changes, le dollar était calme tandis que la livre retrouvait son statut de pétromonnaie.

Le dollar américain, à New York à l'ouverture, était pratiquement stable à 1,5420 deutschemark contre

1,5425 et à 136,50 yen contre 135,65 la veille à la clôture. Le billet vert était ferme en fin de journée et s'échangeait à 1,5455 deutschemark contre 1,5425 mardi soir et à 136,50 yen contre 135,65.

À Francfort, la monnaie américaine valait 1,5430 DM contre 1,5422 DM mardi tandis qu'à Tokyo elle atteignait 136,35 yen contre 135,35 lundi, les marchés financiers ayant été clos mardi pour une fête.

Les places boursières s'effritaient, Tokyo abandonnait 3,3 %, Singapour et Sydney perdaient 1 % et Hong Kong 0,60 %.

En Europe, Milan terminait la journée sur un recul de 0,21 %, Madrid sur une baisse de 0,02 % et Francfort sur une perte de 0,22 %.

En revanche, la bourse de Tel Aviv dort les salles sont protégées contre les émanations de gaz, poursuivait sa hausse amorcée dimanche. Les cours des actions ont gagné 4 %, les opérateurs misant sur une rapide victoire américaine qui selon eux, sera favorable à une envolée des marchés financiers internationaux.

Wall Street est restée dans l'expectative, enregistrant toutefois une bonne remontée à l'issue d'une séance débutée dans une atmosphère morose alors que les investisseurs étaient confrontés à de mauvaises statistiques économiques et aux risques de guerre dans le Golfe.

L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé à 2508,91 en hausse de 18,32 points (+ 0,74 %). Le volume d'activité a été très mince avec seulement 134 millions d'actions échangées.

À Toronto, le marché des valeurs s'est stabilisé et l'indice composé a fini la journée sur un petit gain de 2,54 points à 3164,49.

À Montréal, les cours des valeurs ont évolué sur une note irrégulière et le rythme d'activité a été lent. L'indice XXM a fermé la séance en hausse de 2,75 points à 1697,49 points.

## Un vice-président de R.-C. constate qu'il y a trop de télédiffuseurs à Montréal

Paule des Rivières

LE VICE-PRÉSIDENT de Radio-Canada, M. Guy Gougeon, estime qu'il y a trop de monde à la table des revenus publicitaires à Montréal. Et il prévient que ce n'est pas la Société d'État qui peut se permettre de laisser tomber les recettes publicitaires.

« Nous sommes passés de trois à neuf joueurs en l'espace de quelques années. C'est beaucoup, a-t-il dit en se gardant de pointer du doigt ceux qui, à son avis, retirent de manière chérontée des revenus publicitaires. En plus de la société d'État, Télé-Métropole, Télévision Quatre Saisons, Radio-Québec et cinq canaux spécialisés mangent à la même assiette publicitaire ».

Lors de sa première allocution depuis sa nomination au poste de vice-président, en mai dernier, M. Gougeon a prévenu que Radio-Canada ne cessera pas d'aller chercher des revenus publicitaires. Encore que le pourcentage des recettes publicitaires, qui atteint 30 % des revenus globaux et croît proportionnellement aux compressions budgétaires gouvernementales, atteint « un seul cri-

tique au-delà duquel Radio-Canada devra faire des concessions commerciales inacceptables ».

M. Gougeon a aussi proposé hier un relèvement des tarifs publicitaires, qui sont 30 % plus bas à Montréal qu'à Toronto.

« Les téléspectateurs francophones montréalais, et québécois en général, sont rejoints à rabais par les annonceurs. Alors que les radiodiffuseurs de Vancouver, de Calgary, d'Edmonton et d'Ottawa retirent la pleine valeur de leur inventaire télé, ceux de Montréal voient leur inventaire déprécié de 30 % », a déploré M. Gougeon.

Radio-Canada a commencé à faire sa part, a assuré M. Gougeon, en mettant un terme aux fameuses ententes de groupe, en vertu desquelles un télédiffuseur vend un gros bloc de temps d'antenne à une agence de publicité qui trouve différents annonceurs. Ces ventes massives font baisser les prix. Elles trahissent une concurrence effrénée.

M. Gougeon ne se fait pas d'illusions par ailleurs, car avec la récession, les annonceurs se font déjà plus rares, ralentissement qui ne se fait pas sentir à Toronto.

## Cogeco ferme deux stations de radio

Robert Dutrisac

L'ASSEE des pertes à répétition que généraient deux stations radiophoniques en région, Cogeco a décidé de les fermer, ce qui implique la suppression de l'équivalent de six emplois à temps plein.

Cogeco a mis la mis la clef dans la porte de CKBS-AM, de Saint-Hyacinthe, et de CKDO-FM, de Baie-Comeau. Ces deux stations étaient « jumelées » chacune à un autre poste qui appartient au groupe, CFEM-FM à Saint-Hyacinthe et CHLC-AM à Baie-Comeau.

« Nous avions fait le pari que ces marchés pouvaient soutenir deux stations jumelées. Nous devons réaliser que ce n'était pas le cas », a livré hier le vice-président, radio et télévision, de Cogeco, M. Jean Fortier.

À Saint-Hyacinthe, année après année, la station déficitaire essayait une perte d'exploitation de 500 000 \$, tandis qu'à Baie-Comeau, les pertes annuelles s'élevaient à 300 000 \$, ce qui exclut le coût du financement de ces stations acquises en juin 1988, selon les explications de M. Fortier. « Il ne s'agissait pas de difficultés ponctuelles liées à la récession, mais d'une réalité structurelle », juge-t-il.

Cogeco avait acquis ces quatre stations pour près de 2 millions \$, d'après les comptes rendus de l'époque. Les deux antennes AM diffusaient depuis des dizaines d'années. Quant aux stations FM, elles entraient en ondes au moment de l'acquisition, sous l'impulsion des anciens proprié-

étaires, une initiative que Cogeco avait endossée.

Ces fermetures n'entraîneront aucune perte extraordinaire pour le groupe, a précisé M. Fortier.

2159 est  
rue Ste-Catherine  
Montréal, P.Q. H2K 2H9  
,24-1106

**la Cordée**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE 1991**

A tous les sociétaires,  
Vous êtes cordialement invités à l'assemblée générale annuelle de "Coopérative La Cordée" qui se tiendra au siège social, 2159 est, rue Ste-Catherine à Montréal, mardi le 29 janvier 1991 à 19 heures.

Tous les sociétaires qui le désirent, pourront se procurer l'ordre du jour de l'assemblée au siège social de la Coopérative, ou encore sur simple demande téléphonique (524-1106).

Bien à vous,  
**Maurice Charon**  
secrétaire.

**BANQUE LAURENTIENNE DU CANADA**

**ASSEMBLÉE ANNUELLE**

Avis est par les présentes donné que l'assemblée annuelle des actionnaires de la Banque Laurentienne du Canada (la «Banque») se tiendra le vendredi 25 janvier 1991, à 11 heures, à l'hôtel Le Château Champlain, situé au 1, Place du Canada, à Montréal (Québec), aux fins suivantes:

- 1) réception des états financiers consolidés de la Banque pour l'exercice terminé le 31 octobre 1990 et du rapport des vérificateurs y afférent;
- 2) élection des administrateurs pour la prochaine année;
- 3) nomination des vérificateurs et fixation de leur rémunération; et
- 4) examen de toute autre question dont l'assemblée pourrait être régulièrement saisie.

Montréal (Québec), le 10 décembre 1990.

Par ordre du conseil d'administration,  
**LOUIS BERNARD**  
Secrétaire

# Bourassa de retour aux commandes

Michel Venne

de notre bureau de Québec

POUR LA PREMIÈRE FOIS depuis le 9 novembre, le premier ministre Robert Bourassa a accepté de se montrer en public, hier, à l'occasion de la première réunion de l'année du conseil des ministres.

M. Bourassa semble être revenu de ses vacances, qui faisaient suite à une longue convalescence, en bonne forme. Le bronzage en moins, il donnait l'air d'un homme reposé. Il a repris du poids. Le ton de sa voix est clair et son regard vif. Dès aujourd'hui, il donne une conférence de presse en compagnie du ministre des Finances M. Gérard D. Levesque pour annoncer une série de mesures de soutien à l'économie et répondre aux questions des journalistes sur les sujets chauds de l'actualité. Il accordera également plusieurs entrevues radiophoniques.

Hier, il a brièvement commenté la participation du Canada à la force multinationale dans le Golfe et la situation économique au Québec. « La

première priorité c'est l'économie, a-t-il soutenu. Nous devons annoncer demain (aujourd'hui) un programme de relance économique. Je pense que la situation actuelle le justifie totalement ».

M. Bourassa est revenu discrètement de Floride jeudi dernier par un vol régulier sur Montréal. En principe, il ne devait pas revoir la presse avant aujourd'hui. Sur l'insistance des journalistes de la tribune parlementaire, il a finalement accepté de se laisser photographier au début de la séance du conseil des ministres.

Mais le doyen des journalistes à Québec, M. Normand Girard, du *Journal de Montréal*, ne l'entendait pas de cette oreille. Il s'est glissé entre deux caméramen dans l'ascenseur qui les conduisait à la salle du conseil, communément appelée « la soucoupe volante » (à cause de sa configuration arrondie et de son éclairage tamisé qui donnent l'impression de se trouver dans une enceinte hermétique, prête à s'envoler). Les collègues de M. Girard l'ont finalement suivi et M. Bourassa a dû accepter de répondre à quelques

questions. Il est resté assis à son siège.

« Je suis très heureux de revenir, évidemment. D'ailleurs je n'avais pas perdu le contact, comme vous savez, depuis plusieurs semaines, a-t-il commencé par dire. C'est mon premier conseil des ministres. Je suis très, très heureux de retrouver mes collègues, ensemble, et de pouvoir discuter des priorités du Québec ».

Invité à commenter l'action du Canada dans le Golfe, il a estimé qu'il était tout à fait « compréhensible que le Canada suive la résolution adoptée aux Nations unies par l'ensemble de la communauté internationale ».

Le premier ministre a par ailleurs nié l'existence d'une première version du rapport du comité du Parti libéral sur la Constitution, présidé par M. Jean Allaire, une version que M. Bourassa aurait rejetée, aux dires de sources anonymes citées par *The Gazette* avant-hier, parce que son contenu serait trop nationaliste. « Il n'y a pas eu de rapport, ce n'est pas vrai », s'est-il borné à dire. Il a promis de faire d'autres commentaires aujourd'hui à ce sujet.

Selon diverses sources consultées la semaine dernière, le plan de soutien à l'économie, que doit annoncer le premier ministre aujourd'hui, serait une combinaison de mesures fiscales et budgétaires visant à soutenir certains secteurs comme la construction domiciliaire. L'objectif est la création d'emplois à court terme. Une équipe du ministère des Finances était chargée d'en définir le contenu. Elle était à la recherche de projets réalisables dans les 16 prochains mois. Ce plan pourrait reposer en partie sur le devancement de travaux publics.

M. Bourassa a rappelé à cet égard qu'il avait été élu chef du Parti libéral il y a 21 ans aujourd'hui même (le 17 janvier 1970) avec comme priorité l'économie (les 100 000 emplois) et que cela n'avait pas changé.

L'ordre du jour du conseil des ministres était chargé. La réunion a duré deux heures et demie. Le gouvernement aurait discuté notamment de mesures à prendre si la guerre éclate dans le Golfe et procédé à la nomination d'un nouveau délégué général du Québec à Paris, M. André Dufour.

Le premier ministre est absent de la scène publique depuis le 9 novembre. Au cours de l'automne, il a subi en cachette deux interventions chirurgicales. L'une le 12 septembre pour l'excision d'un mélanome (tumeur cancéreuse maligne) qui s'était formé sur la peau de son dos. L'autre le 13 novembre, une intervention exploratoire qui a permis de constater que le cancer ne s'était pas répandu. Il était demeuré hospitalisé jusqu'au 7 décembre. Sa convalescence s'était poursuivie à sa résidence d'Outremont et terminée par des vacances de trois semaines en Floride avec sa famille, au cours desquelles il a d'ailleurs rencontré son homologue ontarien, M. Bob Rae.



Bourassa est de retour aux commandes.

PHOTO CP

## André Dufour nommé délégué à Paris

Michel Venne

de notre bureau de Québec

LE CONSEIL des ministres a entériné hier la nomination de M. André Dufour, un avocat expert des relations internationales, comme délégué général du Québec à Paris. M. Dufour entre en fonction immédiatement. Il prendra la relève de M. Marcel Bergeron, qui assure l'intérim depuis le départ de M. Jean-Louis Roy l'hiver dernier.

M. Dufour occupe présentement la fonction de président de la Régie québécoise des télécommunications. Il a été impossible de le joindre hier.

Peu connu du public, M. Dufour détient une très solide formation en droit public et international, en histoire et en sciences politiques et une longue expérience dans la haute fonction publique et dans le milieu universitaire.

Avant d'être nommé à la présidence de la Régie des télécommunications en novembre 1988 (son mandat devait se terminer en novembre prochain), il fut successivement conseiller spécial de l'ombudsman du Québec, professeur à l'université Laval, sous-ministre adjoint aux relations internationales au ministère des Affaires intergouvernementales (de 1974 à 1977), puis vice-recteur

pendant dix ans à l'université Laval. Il a vécu un an à Strasbourg en 1988 où il participait à un stage au Conseil de l'Europe.

M. Dufour part pour Paris dès cette fin de semaine pour rencontrer le personnel de la délégation et présenter ses lettres de créances au gouvernement français. M. Bergeron pour sa part est déjà de retour au Québec.

## Montréal 1992 approuve une centaine de projets

Isabelle Paré

APRÈS des valse-hésitation et des doutes, on connaît maintenant un peu plus l'allure qu'aura la grande fête montréalaise de 1992. Festivals, foire aérienne, expositions sont au nombre des 99 premiers projets à qui la Corporation Montréal 1492-1992 vient de donner sa bénédiction.

Comme le rapportait LE DEVOIR lundi, le conseil d'administration de la Corporation du 350e anniversaire de Montréal a donné lundi soir le feu vert à 59 projets, accordant ainsi un soutien financier s'élevant à 2,3 millions \$.

Hier, le président de la Corporation, M. Michel Petit, a expliqué que ce coup de pouce financier était doublé d'un appui promotionnel à 25 autres organismes dont les projets figureront au programme officiel des fêtes de 1992 et d'un accord de principe à une dizaine d'autres.

De la haute technologie, en passant par l'histoire, le sport, la gastronomie ou le tourisme, l'éventail des organismes et des projets financés n'a pas de limite. Si on en sait un peu plus sur certains, plusieurs promoteurs se réservent le plaisir de lever eux-mêmes le voile sur les détails de leurs projets.

On sait par contre que le projet de rallye aérien intitulé Cap sur Montréal, présenté par le journaliste Pierre Nadeau, sera de la fête. Le projet consiste à faire converger vers Montréal 350 avions venus de destinations multiples. Le groupe Promexpro réalisera quant à lui une

exposition d'envergure sur l'histoire des transports dont les grandes lignes seront dévoilées par les promoteurs.

Côté historique, le Centre canadien d'architecture présentera une grande exposition sur Montréal au temps des fortifications, alors qu'Héritage Montréal aménagera dix circuits historiques à travers la ville, ponctués de plaques commémoratives mettant en relief les lieux et les dates qui ont marqué l'histoire de la métropole.

Des épicuriens aux sportifs, il y en aura pour tous les goûts : du « mondial » de la gastronomie à l'événement haute-couture, sans oublier le rallye international de camping et de caravanning.

Les Français de Montréal, les Ukrainiens, les Haïtiens, la communauté yiddish et les Irlandais y mettront aussi du leur. Les Festivals de Jazz, Juste pour Rire, de Nouvelle Danse, les Francophonies, le Centre international d'art contemporain à Montréal et le Tour de l'île présenteront tous un cru spécial lors des 150 jours de festivités de 1992.

Pour trier les 175 projets reçus, on a mis sur le caractère durable du projet, sa capacité à plaire aux Montréalais et son potentiel d'attrait touristique. « Le thème Hommage à Montréal a su inspirer nos partenaires de tous les milieux. Nous avons déjà 75 autres projets à l'étude. D'autres seront déposés d'ici le 1er mars et nous nous engageons à donner une réponse à tous d'ici le 15 avril », a insisté M. Petit.

## La Commission B.-C. écoute les minorités

Pierre O'Neill

EN PHASE terminale, la Commission Bélanger-Campeau a consacré hier l'essentiel de sa dernière visite à Montréal à l'écoute des minorités ethniques, dont la plupart se sont portées à la défense du fédéralisme.

Amorcées le 6 novembre à Québec, les audiences de la Commission ont permis à des centaines de groupes, d'organismes, d'experts et de simples citoyens de toutes les régions d'exprimer leurs vues, d'exposer leur thèse sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

De retour la semaine prochaine en la salle du Conseil législatif de l'hôtel du gouvernement, c'est là que la Commission mettra fin à ses activités publiques, en vue de la rédaction de son rapport prévu pour le jeudi 28 mars.

Au nombre des 13 mémoires accueillis hier par les commissaires, le plus attendu et décevant pour les souverainistes fut sans doute celui de la Société franco-manitobaine, dont le président, M. Raymond Bisson, en a appelé à la générosité du Québec, l'exhortant de ne pas être « dur » envers le Canada, de réfléchir sur la question de ses responsabilités envers les communautés francophones hors Québec et de ne pas les sacrifier pour ses propres besoins politiques.

Après s'être fait rappeler par Ghislain Dufour, du Conseil du Patronat, que c'est dans sa province que fut enterrée l'entente du lac Meech, le président de la Société franco-manitobaine a développé la thèse que si le Québec demeure au sein de la fédération, les minorités francophones hors Québec pourront réclamer avec plus d'insistance la réciprocité, c'est-à-dire, exiger du Canada anglais qu'il leur accorde les mêmes droits et privilèges dont jouit la minorité anglophone du Québec.

Non moins fédéraliste, le Comité hongrois de Montréal a fait valoir que l'avenir du Canada est rempli de

promesses et que ce serait vraiment regrettable si le Québec tentait de satisfaire ses doléances par « une dangereuse opération chirurgicale » plutôt que d'avoir recours « à la sage modération et à des négociations pacifiques ».

L'irritation du président du PQ, Jacques Parizeau, a monté d'un cran en écoutant le plaidoyer de l'Association des combattants polonais du Canada, pour qui le système fédéral tel qu'il est « assure à toutes les provinces un standard de vie meilleur, en donnant les perspectives d'une stabilité économique et la possibilité de leur développement culturel. L'administration d'un des plus vastes pays du monde constitue déjà une preuve d'efficacité du système de gestion de l'État et de ses énormes possibilités face à l'avenir ».

Pour sa part, le Congrès des Ukrainiens canadiens estime que le Québec doit maintenir ses « relations constitutionnelles » avec le Canada pour continuer à bénéficier d'une position privilégiée sur le marché mondial. Et que toute nouvelle redéfinition de son avenir politique devra être soumise non seulement aux Québécois mais également à la po-

pulation canadienne.

À travers ce concert d'éloges à savoir fédéraliste, un expert est venu remonter quelque peu le moral des souverainistes. Professeur titulaire en sciences économiques à l'Université de Montréal, Pierre-Paul Proulx a lu un long exposé sur « L'évolution de l'espace économique du Québec, la politique économique dans un monde de nationalismes et d'interdépendance, et les relations Québec-Ottawa ». Non seulement écarte-t-il le statu quo mais il croit que même un système fédéral ne conviendrait pas au Québec. Cela dit, son adhésion à l'option souverainiste n'est pas sans réserves.

À la toute fin de son mémoire, en quelques lignes succinctes, Pierre-Paul Proulx note en passant que si le Québec choisit la souveraineté, les Québécois, particulièrement les moins scolarisés, subiront un « déclin transitoire » de leur standard de vie.

Une journée d'audiences marquée de deux moments forts. D'abord, quand les jeunes porte-parole du Front d'action populaire en réaménagement urbain sont apparus à la barre des témoins en refusant de reconnaître la légitimité de la Commis-

sion. Ils ont ensuite exprimé avec force leurs convictions en faveur d'une « indépendance progressiste ». Mais pas à n'importe quel prix, ont-ils souligné, précisant : « Nous rejetons nettement la tendance actuelle à l'unanimité sociale, la tendance au grand consensus social, prônée par les Lucien Bouchard, les Jacques Parizeau et les Robert Bourassa ». Puis, ce fut la panne d'électricité. Soudainement, la salle de délibérations de l'édifice Windsor était plongée en pleine noirceur.

Sur le coup, les commissaires se sont levés. Saddam Hussein ? Les haut-parleurs hors d'usage, le président de la Commission, Michel Bélanger, les deux doigts à la bouche, a fait entendre un retentissant sifflet, pour annoncer la suspension des audiences.

## L'Académie française est prête à trancher

PARIS (AP) — La guerre de l'orthographe devrait connaître un armistice, à défaut d'un véritable traité de paix, aujourd'hui à l'Académie française : les Immortels, malgré leur vote unanime de mai dernier en faveur des rectifications orthographiques proposées par le Conseil supérieur de la langue française, doivent définitivement trancher une question qui a déjà fait couler beaucoup d'encre.

La décision était attendue jeudi dernier, mais les Académiciens n'étaient pas alors parvenus à en faire le tour et ils devaient reprendre le débat aujourd'hui. En revanche, l'Académie des Beaux-Arts — l'une des quatre autres académies qui composent l'Institut — s'est prononcée hier à ce sujet en exprimant ses « plus extrêmes réserves ».

Les académiciens des Beaux-Arts estiment en effet que « l'évolution de la langue, donc de l'orthographe, ne peut être codifiée par la puissance publique, par conséquent par des textes réglementaires. Ce sont l'usage et la vie qui en décident ».

Quant aux Académiciens français, qui semblent, eux, très divisés sur la question — à l'image de la société française — ils opéreraient aujourd'hui pour étendre la période probatoire de trois à cinq ans pendant lesquels l'Éducation nationale n'imposerait pas les rectifications dans les écoles. À cette échéance, seul l'usage réel déciderait : si les modifications ont été adoptées dans la pratique, elles seraient alors confirmées par l'Académie, autrement elles deviendraient caduques.

## Les armes à feu n'ont pas leur place en pays civilisé, plaident les parents de Poly

Huguette Young

de la Presse Canadienne

OTTAWA — Les armes à feu n'ont pas leur place dans une société civilisée, a plaidé hier devant un comité parlementaire, un groupe de parents des victimes de l'École polytechnique de Montréal.

Mme Suzanne Laplante Edward, mère de l'étudiante Anne-Marie qui est décédée en décembre 1989 sous les balles de Marc Lépine, a indiqué, au cours d'un long témoignage, que des réglementations plus sévères sur le port d'armes à feu auraient pu éviter, jusqu'à un certain point, le massacre de la Polytechnique.

Marc Lépine n'aurait pu tirer 27 personnes s'il n'avait eu à sa disposition qu'une arme simple qui ne déchargeait qu'une balle, au lieu de l'arme semi-automatique dont il était muni, a-t-elle avancé. Quatorze étudiants ont perdu la vie dans ce drame et il y a eu plusieurs blessés.

« Au Canada, l'acquisition d'une arme est un privilège, non un droit », a-t-elle clamé.

Mme Laplante Edward a souligné qu'elle trouvait faible la portée du projet de loi C-80 sur le contrôle des armes à feu, tel que rédigé. Selon

elle, ce texte législatif est trop favorable aux puissants groupes de marchands d'armes, aux chasseurs et aux collectionneurs d'armes.

Une autre personne intéressée par le débat sur le contrôle des armes, Mme Michelle Anderson, a dit ne pas comprendre pourquoi le gouvernement ne cherchait pas à interdire toutes les armes semi-automatiques.

La voix brisée par l'émotion à certains moments, elle a raconté que son père terrorisait sa famille lorsqu'elle était enfant en brandissant ses armes lorsqu'il était ivre.

« Il criait qu'il voulait ses fusils, et qu'il allait tous nous tuer, a-t-elle signalé, la voix étouffée. Je me souviens que ma mère s'envolait de la maison avec mes frères et sœurs ».

Elle a aussi raconté qu'elle l'avait évité belle deux fois au cours de sa vie, lorsque des criminels avaient porté une arme à sa tête.

Selon elle, le projet de loi C-80 constitue un pas dans la bonne direction, mais ne va pas assez loin pour protéger le public.

Le comité présidé par le conservateur John Reimer est revenu sur sa décision, cette semaine, de clore ses audiences sans avoir entendu le témoignage des parents des victimes de la Polytechnique.

## Laval fait la paix avec ses cols bleus

Sylvain Blanchard

UNE ENTENTE de principe est intervenue hier après-midi entre Ville de Laval et les représentants de ses 500 cols bleus sur le renouvellement de leur convention collective.

En vertu de cet accord, les syndiqués obtiennent la pleine indexation de leur salaire en 91 et la garantie qu'aucun d'entre eux ne sera obligé de travailler les vendredis, samedis et dimanches durant l'été. Il s'agit de deux points qui faisaient obstacle à un règlement.

Après avoir négocié toute la nuit, les porte-parole syndicaux ont ren-

contré à 5 h30 hier une quinzaine de leurs délégués qui, quelques minutes plus tard, ont appuyé unanimement l'entente. Les chances sont donc excellentes pour que celle-ci reçoive le même accueil la semaine prochaine, lors de l'assemblée générale des cols bleus.

Interrompues depuis un mois, les discussions entre les parties ont repris mardi à la suite d'une grève de 48 heures qui avait entraîné la fermeture des neuf entrées de la ville, en plus de ralentir considérablement le déneigement des rues.

Ville de Laval s'appropriait d'ailleurs à demander une injonction contre les cols bleus, advenant que le dé-

neigement des rues accuse toujours des retards. L'entente de principe est venue régler le problème.

Si l'accord est entériné par les syndicats, les cols bleus toucheront des augmentations de 4,5 % en 90 et 4 % en 91, plus l'indexation complète de leur salaire.

Sur les horaires, Ville de Laval pourra désormais mettre sur pied des équipes de travail les fins de semaine, durant l'été, à la condition d'obtenir au préalable le consentement des employés.

Enfin, les syndiqués bénéficieront de la semaine de 4 jours au cours de la période estivale.

**Le téléthon de la paralysie cérébrale**

**DEPUIS 15 ANS... PARCE QUE C'EST IMPORTANT!**

**LES 2 & 3 FÉVRIER 1991 DE 20 HEURES À 20 HEURES**

# L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

## 500 000 Litvaniens aux obsèques des victimes de l'armée

d'après AFP

VILNIUS — Près d'un demi-million de personnes chargées de fleurs se sont rassemblées hier dans les rues de Vilnius pour rendre hommage aux treize Litvaniens tués par les soldats et les chars soviétiques lors de l'assaut contre la tour de la télévision de Vilnius.

Hommes, femmes et enfants ont observé en silence les fourgons mortuaires qui acheminaient les cercueils des victimes, enveloppés dans des drapeaux litvaniens jaune-vert-rouge, sur l'avenue Gedimino et jusqu'à la cathédrale néo-classique.

Une jeune Litvanienne en costume traditionnel pourpre et noir marchait devant chaque fourgon en tenant un portrait de la victime. Deux jeunes gens munis de drapeaux nationaux accompagnaient chacun des cercueils.

De son côté, le Comité de salut national, groupe communiste pro-soviétique au nom duquel l'armée a dit être intervenue dimanche dernier, a demandé au président Mikhaïl Gorbatchev de prendre le contrôle direct de la république sécessionniste.

Selon l'agence Tass, le Comité — dont les membres ne sont pas encore identifiés — a engagé le chef du Kremlin et le parlement soviétique à imposer le régime présidentiel. Il accuse les dirigeants nationalistes litvaniens de « réclamer ouvertement des représailles physiques contre les communistes et leurs familles et de rechercher un affrontement direct avec l'armée ».

Le premier cercueil, qui suivait des parents en pleurs et une fanfare exécutant une marche funèbre, contenait le corps d'une femme de 28 ans écrasée dimanche par les chenilles d'un char, lorsque les parachutis-

tes soviétiques ont pris d'assaut la tour de la télévision pour imposer une loi martiale partielle.

Lorsque le cortège funèbre est arrivé sur la place de la Cathédrale, le carillon de la tour médiévale Gedimino a sonné midi. Lentement, des parents ont porté les cercueils sous une pluie fine dans la cathédrale.

« Nous, Litvaniens, avons déjà beaucoup souffert. Nous connaissons les effusions de sang, nos frères ont péri dans le goulag », a dit l'archevêque Stepanovicus, dont les paroles étaient diffusées par haut-parleur. « Mais les Litvaniens ne sont pas enclins à la vengeance. Ils peuvent tirer sur nous, ils peuvent nous frapper, mais nous pouvons leur pardonner, nous pouvons prier pour eux, car nous sommes des croyants ».

L'archevêque orthodoxe russe Chrisostum a lancé un appel à l'unité : « Nous, les Russes, devons nous

sentir très concernés par cette tragédie car nous sommes directement coupables et que la honte est pour nous. Le sang qui a coulé était celui d'innocents proches de nous. Cette effusion de sang ne doit pas nous diviser, mais nous unir dans la poursuite d'un but commun ».

À trois kilomètres de là, le gouvernement indépendantiste de Vytautas Landbergis restait enfermé au parlement. À l'aube, des grues ont achevé de construire un mur de béton sur un côté du bâtiment, derrière lequel un mur de terre s'élevait au-dessus d'une tranchée de cinq mètres. À l'intérieur, des gardes armés se tenaient prêts à un éventuel assaut de l'armée.

À Moscou, l'ancien ministre de l'Intérieur Vadim Bakatine, limogé sous la pression des conservateurs, a qualifié l'intervention militaire de « putsch nocturne ». La Ligue des

jeunesses communistes s'est jointe à un mouvement de protestation grandissant.

Selon l'agence lituanienne ELTA, huit agents du KGB ont adressé au gouvernement lituanien une lettre annonçant leur démission en signe de protestation.

Les neuf cercueils du cortège funèbre de Vilnius ont défilé devant le siège du petit PC lituanien, qui semble être à l'origine du Comité de salut national. Quatre autres victimes doivent faire l'objet d'obsèques privées. Un soldat soviétique a également trouvé la mort durant l'assaut.

Le secrétaire au Foreign office Douglas Hurd a déclaré à son homologue lituanien Algirdas Saudargas, en visite à Londres, que la Grande-Bretagne maintiendrait ses pressions sur l'URSS pour qu'elle mette fin à sa « répression persistante » dans les républiques baltes, a indiqué

un porte-parole du ministère.

Le Japon a fait savoir qu'il reconsidérerait l'aide qu'il apporte à l'URSS si elle s'écartait de la voie des réformes. En décembre, Tokyo a levé un embargo de 45 ans sur l'aide économique à Moscou en lui offrant une assistance alimentaire et médicale de 7,46 milliards de dollars et un prêt d'urgence.

À Munich, la station Radio Europe Libre (RFE), qui défiait le monopole communiste de l'information durant la Guerre froide, a intensifié ses émissions vers les trois républiques baltes à la suite de la censure imposée à leur presse par Moscou.

En URSS même, le bureau central de la météorologie a décrété une grève de 48 heures pour protester contre l'emploi de la force en Lituanie. Sa décision affectera la radio, la télévision et les journaux, a dit un porte-parole de la radio soviétique.

## Élections reportées en Albanie

TIRANA (Reuter) — Le gouvernement communiste albanais a accepté hier, à la demande de l'opposition, de repousser du 10 février au 31 mars les premières élections libres du pays depuis 46 ans, ont rapporté des responsables de l'opposition.

Le président Ramiz Alia a accepté de repousser de sept semaines la date des législatives après une rencontre avec les nouveaux partis d'opposition, a déclaré Sali Berisha, membre de la direction du nouveau Parti démocratique.

Il a ajouté que les partis d'opposition avaient accepté la décision du président Alia de geler les salaires et d'interdire les grèves jusqu'au 1er mai en raison de l'état désastreux de l'économie.

Hier matin, quelque 3000 mineurs des houillères de Valias, près de Tirana, ont mis fin à une grève d'une semaine après avoir obtenu des augmentations de salaire de 30 à 50 % selon leur ancienneté.

Le gouvernement a en outre accepté d'abaisser l'âge de la retraite des mineurs de 55 à 50 ans et de leur fournir un transport gratuit jusqu'à leur lieu de travail.

Ces concessions s'appliquent à l'ensemble des 30 000 mineurs du pays, mais les autorités ont mis en garde les travailleurs des autres secteurs contre toute velléité de grève.

Elles ont promis que les salaires et les prix feraient l'objet de réajustements dans le courant de l'année.

## Kohl forme son nouveau gouvernement

BONN (AFP) — Le chancelier allemand Helmut Kohl a formé hier son gouvernement, à l'issue de six semaines de négociations laborieuses entre les trois partis de la coalition gouvernementale vainqueurs des élections générales du 2 décembre (Union chrétienne-démocrate CDU, Union chrétienne-sociale CSU et parti libéral FDP), a annoncé la Chancellerie.

Les principaux ministres qui ont travaillé à l'unification de l'Allemagne restent à leur poste. Ainsi, Hans-Dietrich Genscher (FDP), 63 ans, reste aux Affaires étrangères, un portefeuille qu'il détient depuis 1974 et qui fait de lui le doyen des chefs de la diplomatie du monde occidental.

Gerhard Stoltenberg (CDU), 62 ans, reste ministre de la Défense. Theo Waigel, 51 ans, président de la CSU bavaroise, conserve le poste-clé des Finances, tandis que Norbert Blum (CDU), 55 ans, demeure en charge du Travail et des Affaires sociales.

Parmi les grands ministères, seul le portefeuille de l'Économie, détenu jusqu'ici par le libéral Helmut Haussmann, a un nouveau titulaire : Juergen Moellemann (FDP), 45 ans, jusqu'ici ministre de la Formation. Dès le lendemain des élections, M. Haussmann avait annoncé qu'il voulait travailler dans le privé.

Le FDP, qui a réalisé l'essentiel des gains de la coalition aux élections, a réclamé et obtenu 5 postes de ministres contre 4 précédemment.

La CSU en revanche voit son influence diminuer à 4 ministres contre 6 précédemment.

Les autres ministres du chancelier Kohl appartiennent tous à la CDU. Le ministère des Relations interallemandes, qui n'a plus de raison d'être depuis l'unification, le 3 octobre dernier, est supprimé, de même que les cinq postes de ministres sans portefeuille créés après l'unification pour représenter les Allemands de l'Est.

Sur 19 postes de ministres, trois sont revenus à des Allemands de l'Est.

La liste des ministres a été envoyée au président de la République Richard von Weizsäcker qui devra nommer les ministres une fois que le Bundestag (chambre basse du Parlement) aura réélu le chancelier, aujourd'hui.



Une Litvanienne porte la photo d'une des victimes de la fusillade de dimanche dernier. Plus de 500 000 personnes ont accompagné le cortège qui a mené à leur dernier repos 10 des 14 hommes qui sont tombés sous les balles des soldats soviétiques.

## Un Letton est tué à Riga

RIGA, URSS (AFP) — Un homme a été tué hier par les forces de sécurité soviétiques à Riga, la capitale de la Lettonie, où les autorités indépendantistes ont décidé de maintenir, tant qu'elles se sentent menacées, les barricades installées dans la crainte d'une intervention militaire soviétique.

Le chauffeur d'un camion utilisé pour former l'un de ces barrages a été tué par des tirs de « bérêts noirs », les unités spéciales du ministère de l'Intérieur soviétique.

Ces derniers ont attaqué le barrage en tirant dans tous les sens comme ils l'ont fait à plusieurs reprises ces derniers jours. Le chauffeur touché est décédé peu après à l'hôpital, a-t-on indiqué au ministère des Affaires étrangères letton.

L'incident s'est produit à la périphérie de la ville, sur un pont, près de la gare de Brass.

Les députés lettons ont décidé mercredi de maintenir en place les barricades dressées, notamment dans la vieille ville, aux abords des bâtiments officiels.

« Un gouvernement letton en exil pourrait se constituer, probablement à Stockholm », le gouvernement suédois étant disposé à l'accueillir le cas échéant, a annoncé hier le vice-président de la Lettonie, M. Dainis Ivans, ajoutant que les Lettons redoutaient une nuit de violence.

Depuis dimanche, les nationalistes lettons, craignant une intervention de l'armée similaire à celle sanglante du week-end dernier à Vilnius, la capitale de la Lituanie voisine, ont fermé tous les accès de la ville par des barrages de camions, de tracteurs et autres engins de chantier.

Le centre de la vieille ville, où se trouvent les bâtiments officiels, et notamment le Parlement, est com-

plètement bouclé et on ne peut y accéder qu'à pied, en se faufilant dans d'étroits passages laissés libres.

De son côté, le leader du mouvement russophone en Lettonie, Interfront (pro-Moscou), M. Anatoli Alexeiev, a estimé hier que seul le passage de cette république balte sous administration directe de Moscou pouvait éviter un bain de sang.

« Si le président Mikhaïl Gorbatchev n'introduit pas l'administration présidentielle, les gens chercheront à trouver eux-mêmes une solution », a-t-il déclaré.

Interrogé sur le Comité de salut national (anti-indépendantiste) qui se propose de prendre le pouvoir à la place des autorités lettones élues, M. Alexeiev, qui est également député, a expliqué que son but est de vaincre « le hooliganisme, les bandits et les provocateurs ».

Selon lui, le Comité est soutenu

par « pas moins de la moitié » de la population lettone et il annoncera « prochainement » la formation d'un nouveau gouvernement.

Ce Comité est constitué de 76 personnes, a-t-il poursuivi, sans vouloir révéler leur identité pour, a-t-il dit, ne pas mettre leurs vies en danger.

Selon lui, le Front populaire (nationalistes lettons) a tenté deux fois d'attaquer son bureau et il a annoncé son intention de demander à ses partisans de « venir le protéger avec leurs fusils de chasse ».

« Tout ce que nous voyons aujourd'hui à Riga est le fait de maladies mentales », a-t-il encore déclaré, en référence aux barricades élevées par les indépendantistes.

Selon lui, il est désormais « impossible » de trouver un compromis entre son mouvement, lié au Parti communiste letton (pro-Moscou), et le gouvernement letton.

## Exaspéré, Gorbatchev songe à réinstaurer la censure

MOSCOU (Reuter-AP) — Mikhaïl Gorbatchev a suggéré hier un rétablissement de la censure en invoquant la possibilité d'une suspension de la loi sur la liberté de la presse.

« Nous allons vivre des mois et des mois de décisions très graves. Le peuple a besoin d'objectivité », a déclaré le chef de l'État soviétique devant le Soviet suprême après s'être longuement plaint de la façon dont la presse a couvert les récents événements de Lituanie.

Mikhaïl Gorbatchev a précisé qu'un « contrôle de l'objectivité » pourrait être confié au Parlement.

Plus tard, il a cependant souligné qu'il n'insistait pas pour qu'une telle initiative soit prise.

À Washington, la Maison-Blanche a manifesté son mécontentement. Le porte-parole présidentiel Marlin Fitzwater a déclaré : « Qu'il cherche à soumettre ou à museler la presse comme moyen de parvenir à l'objectivité n'est pas un bon signe. Nous ne partageons pas ce point de vue ».

« Le dimanche sanglant », tel est le titre en une sur la Lituanie du dernier numéro de l'hebdomadaire *Moskovskie Novosti* (Les Nouvelles de Moscou) qui a suscité hier la colère de M. Mikhaïl Gorbatchev devant le Parlement, le président soviétique proposant que l'on suspende la loi sur la presse.

Neuf pages entières lisérées de noir sont consacrées au drame du week-end dernier à Vilnius et à ses prolongements. Ce numéro des *Nouvelles de Moscou* scelle d'ailleurs le divorce entre le président soviétique et l'hebdomadaire, qui n'avait pourtant pas ménagé son soutien à M. Gorbatchev. Il consacre aussi la rupture entre les intellectuels libéraux et le chef de l'État, estimant les observateurs.

« Le crime d'un régime qui ne veut pas quitter la scène ». Dans une « déclaration » signée par près d'une trentaine d'intellectuels et d'hommes politiques, qui étaient encore, il y a quelques semaines, des partisans plus ou moins résolus de M. Gorbatchev, les *Nouvelles de Moscou* estiment qu'« alors que » la dernière heure du régime est proche, celui-ci a engagé un combat décisif. Le journal relève en particulier que « la guerre aux républiques a été déclarée ».

« Après le dimanche sanglant de Vilnius, reste-t-il beaucoup de ce que nous avons entendu si souvent ces dernières années de la part du président : « socialisme humain », « nouvelle pensée », « la maison européenne commune » ? Il ne reste pratiquement rien », poursuit la « déclaration ».

Le texte souligne en conclusion que la « tragédie lituanienne ne doit pas susciter en nous un sentiment de désespoir (...). Nos espoirs dans la résistance à l'offensive de la dictature et du totalitarisme sont liés aux dirigeants des républiques, leur union et leur inter-action ».

On retrouve en page six l'abandon de M. Gorbatchev par les intellec-

tuels libéraux, après le drame de Vilnius. Stanislav Chataline, l'un des « pères » du programme radical des « 500 jours » de transition vers l'économie de marché, déclare ainsi qu'il « ne se considère plus comme un joueur de l'équipe de Gorbatchev ». L'économiste, qui a convoqué un correspondant des *Nouvelles de Moscou* en apprenant les événements de Vilnius, estime aussi que le drame lituanien ne constitue pas « un avertissement sur la dictature, mais une manifestation de la dictature. Elle est pour l'instant locale. Pour l'instant... ». Il fait remonter à octobre 1990 le tournant « à droite » de la politique du Kremlin.

Le président de la Russie, M. Boris Eltsine, considère pour sa part que Vilnius constitue « le début d'une offensive puissante contre la démocratie ». Les mesures entreprises à l'égard des républiques baltes sont les premières de toute une série ». Le président russe ajoute que la Russie, le Kazakhstan, l'Ukraine et la Biélorussie comptent conclure prochainement un accord entre elles. « Si nous nous unissons fortement, nous pourrions alors influencer sur toute la situation dans le pays », a-t-il dit. Même appel à l'unité du maire de Moscou, Gavrill Popov, selon lequel « la liberté est impossible en solitaire ».

L'influent commentateur Len Karpinski considère également que « les ordres criminels lancés depuis le Kremlin à Moscou contre la Lituanie sont dirigés aussi contre la Russie elle-même, ils visent son cœur ».

## Référendum le 3 mars en URSS

MOSCOU (AFP) — Le Parlement soviétique a décidé hier qu'un référendum sur l'avenir de la Fédération soviétique serait organisé le dimanche 3 mars.

Les députés ont voté pour la tenue d'un tel référendum à cette date par 306 voix pour, 44 contre et 36 abstentions.

La question posée aux Soviétiques sera : « Pensez-vous qu'il soit indispensable de maintenir l'Union soviétique en tant que fédération renouvelée de Républiques égales et souveraines dans lesquelles les droits et libertés des personnes de toutes les nationalités seront totalement garantis ? ».

La résolution adoptée par le Soviet suprême prévoit que les résultats du référendum seront calculés sur une base fédérale, mais aussi séparément dans chaque République fédérée ou autonome et région autonome.

### MONTRÉAL DEMAIN

L'AVENIR DÉMOGRAPHIQUE DE MONTRÉAL VOUS INTÉRESSE? VENEZ ÉCHANGER AVEC NOS INVITÉS AU

Colloque sur l'immigration et la démographie dans la région métropolitaine organisé par la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal

SAMEDI LE 19 JANVIER ET DIMANCHE LE 20 JANVIER au Pavillon 3200 Jean-Brillant de l'Université de Montréal De jeunes Québécois de diverses origines prennent la parole.

Table ronde: Mme Nycol Pageau-Goyette, présidente de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, M. Michel Paillé, démographe au Conseil de la langue française et Mme Louise Laurin, commissaire à la CECM.

Présentation de l'énoncé de politique Au Québec pour bâtir ensemble du ministère des communautés culturelles et de l'immigration par Mme Marie McAndrew et M. Smail Buikni.

Discours de clôture de M. Jean Dorion, président général de la SSJBM.

INSCRIPTION (GRATUITE) REQUISE

TÉLÉPHONEZ AU 843-8851

### CARTES D'AFFAIRES

**ROBIC**  
Fondé en 1892

**Agents de brevets d'invention et de marques de commerce**

55 St-Jacques  
Montréal, Québec  
Canada, H2Y 3X2  
Télé: 05-268656  
Fax: (514) 845-7874  
Tel: (514) 987-6242

**SWABEY OGILVY RENAULT**  
AGENTS DE BREVETS ET DE MARQUES DE COMMERCE

Une Société dont SWABEY, MITCHELL, HOULE, MARCOUX & SHER et le cabinet juridique OGILVY RENAULT sont les associés

1001, boul. de Maisonneuve ouest  
Montréal, Canada H3A 3C8  
(514) 845-7126, Téléc: 05-24355  
Facsimilé (514) 288-8389

MONTRÉAL OTTAWA

XEROX 5090 - 9900 - CANON LASER

## TOUTES LES PHOTOCOPIES

NOIR - COULEUR GRANDS FORMATS

...ET LES IMPRIMÉS ULTRA-RAPIDE PRIX AVANTAGEUX OUVREZ UN COMPTE COURANT

## SCRIBEC

45, rue Jarry est, Montréal

SEMAINE: 8h30 à 20h00 • SAMEDI: 10h30 à 16h00

385-9400

Appuyez

Aide à l'enfance - Canada  
Save the Children - Canada

# ÉDITORIAL

## Le coup de force de Moscou

**C'**EN EST donc fini de la perestroïka. En ordonnant à l'armée de rétablir de manière non équivoque le respect de l'autorité centrale soviétique dans les pays baltes, Mikhaïl Gorbatchev renforce la position du Parti communiste dont la domination risque d'accélérer le retour au totalitarisme et de paralyser les quelques réformes économiques lancées timidement au cours des derniers mois.

Les Baltes peuvent toutefois conserver un espoir, celui-là même que les peuples d'Europe de l'Est n'avaient jamais abandonné et pour lequel ils n'ont cessé de combattre durant plus de quarante ans. L'Union soviétique aura finalement cédé devant l'échec de l'économie collectiviste et l'obstination des Polonais, des Hongrois et de tous les autres. Les Baltes doivent poursuivre la lutte et organiser la résistance en attendant le jour où l'empire ne pourra plus tenir soudés au pouvoir de Moscou toutes les parties de son immense territoire.

L'histoire se répète : les Baltes ne pourront compter que sur leurs propres moyens. Des Lituanais ont accusé les Occidentaux de les avoir vendus pour obtenir l'appui de Gorbatchev dans le golfe Persique. Il est vrai que les réactions des Américains et des Européens ont été mesurées, mais ce serait s'illusionner de croire que l'absence de conflit majeur au Moyen-Orient ou ailleurs dans le monde aurait incité Gorbatchev et l'armée soviétique à s'abstenir d'intervenir pour empêcher le démantèlement de l'URSS. Les Occidentaux auraient certes répliqué plus énergiquement, mais sans passer aux menaces militaires.

L'URSS n'est pas l'Irak, et l'armement atomique dont les deux grandes puissances disposent a toujours constitué une force implacable de dissuasion. C'est pour cette raison que l'Europe de l'Est fut laissée à elle-même et qu'il en est ainsi maintenant des républiques de l'URSS.

L'armée soviétique et tous ceux qui attendaient l'heure de la revanche n'ont donc pas eu à recycler leur modèle d'intervention. En entendant les responsables de l'armée soviétique lire le communiqué du Comité de salut national, créé le jour même de la charge contre la télévision lituanienne, on se serait cru

dans la Hongrie de 1956 ou la Tchécoslovaquie de 1968. Les références sont les mêmes. Ne manquaient que les allusions aux menaces extérieures.

Mais les ambitions « bourgeoises » sont à nouveau dénoncées ; le discours de l'orthodoxie communiste revient à la surface. C'est le signe d'un regain d'influence des éléments conservateurs qui, après avoir été refoulés durant quelques années dans les coulisses du pouvoir, cherchent maintenant à reprendre la place qu'ils occupaient à l'avant-scène.

Gorbatchev semble résolu à écarter les éléments indépendantistes dans la région de la Baltique. Il y parviendra sans doute, car la force est de son côté. Mais il devra faire face par la suite à une résistance farouche, à une lutte souterraine qui minera à terme la forte-

**À l'instar de l'Europe de l'Est, les pays baltes doivent se libérer des chaînes du totalitarisme**

resse soviétique. Les Baltes ont redécouvert le sens de la liberté et de la fierté nationale à la faveur de la défunte perestroïka ; leurs aspirations à la souveraineté n'ont fait que grandir.

Moscou ne manquera pas toutefois d'exploiter — il le fait déjà — un des écueils qui entravent la résistance des Baltes : la présence d'une population « étrangère » et généralement hostile aux revendications autonomistes. En Estonie et en Lettonie notamment, les groupes n'appartenant pas à la souche nationale représentent respectivement 35 % et 50 %. Les Baltes auraient tort de jouer le jeu de Moscou ; ils devraient au contraire, dans la mesure du possible, tendre des ponts entre les communautés et les amener à partager leur objectif.

Leur lutte sera dure et longue, car leur retrait de l'URSS aurait des conséquences beaucoup plus importantes que le déstagement des pays d'Europe de l'Est. D'autant que plusieurs autres républiques ont aussi adopté des déclarations

d'indépendance.

La répression armée ramènera certes le calme, mais pour un certain temps seulement, car l'influence grandissante qu'exercent désormais les orthodoxes ne pourra que retarder, sinon neutraliser, les réformes économiques en cours. En réalité, la montée de l'appareil policier et militaire conduit au renforcement du Parti communiste, la seule institution qui, avec ses ramifications dans les différentes républiques, est en mesure d'assurer la cohésion de l'Union et le contrôle des forces d'opposition.

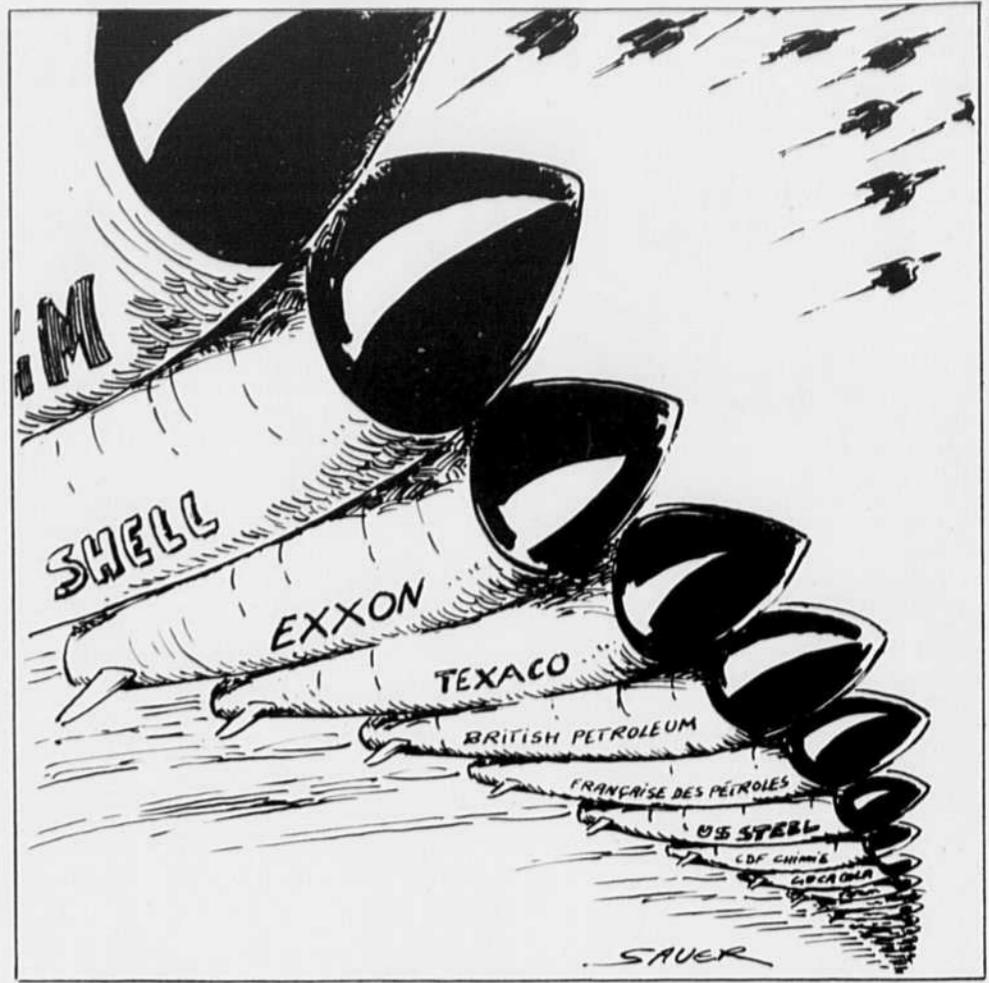
Mais combien de temps ce régime pourra-t-il durer, alors que l'économie s'écroule et que l'anarchie s'est installée entre les divers niveaux de gouvernement ? Là est la chance des Baltes ; les demi-réformes adoptées par Gorbatchev sont vouées à l'échec. Ils n'ont qu'à attendre l'effondrement qui leur ouvrira la porte de l'indépendance. Un rêve ? Peut-être, mais y a-t-il une autre perspective ?

Il s'en trouvera pour souhaiter que les Européens et les Américains remettent en cause l'aide économique à Moscou. Il faudra certes poser un certain nombre de conditions au maintien de l'assistance, mais l'histoire de la guerre froide a suffisamment démontré que l'Ouest ne retirerait aucun profit d'une rupture des relations d'affaires. Au contraire, malgré les doutes que l'on peut entretenir quant à la capacité du régime de redresser l'économie, l'Ouest doit continuer à soutenir tous ceux qui, à l'intérieur de l'URSS, ont engagé des réformes durables.

Enfin, ce ne sont sûrement pas les Allemands qui vont se permettre de boudier Moscou. Réunifiée avec la bénédiction du Kremlin, la nouvelle Allemagne reste un pays occupé, non seulement par les Américains et leurs alliés, mais aussi par l'URSS qui compte plus de 350 000 soldats dans l'ex-RDA, et dont le départ doit s'échelonner sur quatre ans. On comprend qu'après les événements survenus dans la Baltique, le chancelier Kohl ait demandé aux Soviétiques d'accélérer le retrait de leurs troupes.

Décidément, les Baltes doivent se sentir bien seuls.

ALBERT JUNEAU



Alina Reyes

## La machine aveugle

**I**L FAUT tirer les leçons de l'Histoire, dit-on toujours. Mais c'est quoi, les leçons de l'Histoire ? C'est quoi, la leçon des deux dernières guerres mondiales ? Qu'il faut à tout prix éviter la guerre ou qu'il faut à tout prix maintenir partout l'ordre que nous avons instauré ?

Si le pacifisme n'est pas toujours de mise, s'il peut cacher un certain aveuglement, voire une certaine lâcheté, la situation dans le Golfe mériterait largement qu'on laisse toutes ses chances à la négociation. Mais il aurait fallu s'y prendre dès le mois d'août, avec sérieux — puisqu'on avait laissé la situation pourrir depuis longtemps déjà. En posant un ultimatum, et en s'agitant au dernier moment pour éviter la guerre, on faisait tout pour aller inévitablement à la guerre.

Dans l'imbricage d'intérêts, d'idéologies et d'alliances où nous sommes parvenus, qui, maintenant, serait assez lucide, assez malin pour nous tirer de là grâce à la leçon de l'Histoire, si jamais elle existe ? Si l'Histoire, a posteriori, semble se répéter, les situations ne sont jamais les mêmes.

Avant, avant le jour J de la guerre, il me restait la rue de penser ; il faudrait faire ceci, il faudrait faire cela. Aujourd'hui, j'ai l'impression qu'il n'y a plus rien à faire, ni peut-être à penser, que la machine de toute façon était programmée pour se mettre en route toute seule et malgré tout, l'aveugle machine de guerre...

Les États, dirait-on, réagissent comme des hommes, comme vous et moi qui voulons toujours nous donner l'illusion de contrôler parfaitement le cours de notre vie, et qui pourtant nous laissons entraîner malgré nous, menés par tant de forces qui nous dépassent.

Quant je considère l'état du monde, je me demande par quoi il nous faudra passer pour que s'établisse un nouvel ordre. Car l'ordre de ce siècle, qu'on le veuille ou non, devra être bouleversé. Jusque-là, nous, Occidentaux, avons été les maîtres du monde. Ces choses-là ont une fin. Voilà au moins une leçon à peu près sûre de l'Histoire, que nous ne devrions pas oublier, à l'heure où nous nous préparons à manifester encore notre volonté de suprématie.

Quant au dictateur irakien, il ferait bien de se souvenir, lui aussi, que les peuples ne supportent pas indéfiniment les tyrannies.

**U**N DES ASPECTS les plus terribles de la guerre, c'est qu'elle monopolise l'esprit. Face à la menace d'une guerre, tout paraît vain soudain : les petites joies quotidiennes, les petits et les grands projets d'avenir... Le simple fait de téléphoner pour réserver une place de théâtre demande un effort particulier. Quand l'avenir du monde devient à ce point incertain, on se sent tellement impuissant, tout paraît si dérisoire...

C'est comme si la vie perdait de son sens, comme si on n'avait plus qu'à moitié le goût de vivre.

À Bordeaux, on me dit au téléphone que, comme ailleurs en France, beaucoup de gens se sont précipités sur les magasins du quartier, où ils ont rempli leur chariot de pâtes et de sucre... Réaction ridicule et déplorable, qui rappelle les plus mauvais jours de la dernière guerre mondiale. Beau courage, belle solidarité... En revanche, cette ville de 600 000 habitants a tout de même vu 12 000 personnes (il y en avait 6000 à Montréal) se réunir pour manifester contre la guerre.



Cette mobilisation, dans les supermarchés mais aussi dans la rue, signifie sans doute qu'on se sent encore plus menacé par cette guerre, de ce côté-là de l'Atlantique — autant sans doute en raison de notre histoire qu'à cause de notre position géographique.

En France, les télévisions se sont mobilisées pour l'heure de l'ultimatum. Même FR3, la plus pauvre, a son édition spéciale. TF1 a des correspondants partout dans le monde, qui interviennent et donnent des images à tout moment, en particulier sur les lieux du conflit, au sein des populations... Ici au Québec, où la sensibilité est grande, nous sommes à l'évidence plus loin (même si le monde a singulièrement rétréci).

**R**ADIO-CANADA est allé demander à des anciens combattants leur sentiment sur cette guerre. Sur leurs visages, dans leurs paroles sobres, une grande émotion, une immense tristesse, du désespoir même. « On nous avait dit que ce serait la dernière... » Si l'on a, en France, une réaction plus viscérale, parfois même irraisonnée, c'est sans doute qu'on a, là-bas, des souvenirs en forme de cauchemars du temps où les guerres avaient lieu sur le sol européen. Aujourd'hui, je pense à tous ceux qui sont sur le terrain même du conflit, à ceux qui, là-bas, doivent apprendre, et apprendre à leurs enfants, à utiliser les masques à gaz.

Je suppose que, ce jeudi, il nous restera seulement l'espoir que la guerre sera courte, et moins meurtrière qu'elle ne pourrait l'être. De toute façon, les problèmes qui y sont liés ne seront pas réglés pour autant. Loin de là. On n'a donc pas fini d'y penser.

## À PROPOS...

### ...de la fonction publique

**L**A LOI sur la fonction publique adoptée en 1983 est une loi d'avant-garde et la philosophie de gestion qu'elle véhicule correspond aux théories les plus modernes et les plus susceptibles d'améliorer l'efficacité et l'efficience de la fonction publique en vue de fournir les meilleurs services possibles aux citoyens du Québec. En conséquence, la Commission estime que la Loi sur la fonction publique ne doit pas être modifiée au niveau de ses orientations et de ses principes de base.

Toutefois, elle doit constater que l'application des dispositions de la loi n'a pas donné tous les résultats escomptés compte tenu du temps écoulé depuis son entrée en vigueur. La Commission comprend que ce défi était colossal en raison des virages majeurs à prendre et de la complexité de l'appareil gouvernemental.

La Commission a constaté en premier lieu une carence majeure au niveau de l'information et de la formation à donner aux différents acteurs, afin de modifier leurs valeurs, attitudes et comportements. En effet, aucune stratégie de changement des mentalités ne semble avoir été implantée du plus haut au plus bas niveau hiérarchique des différentes organisations impliquées.

La Commission a aussi observé, dans ses travaux, des carences fondamentales et une absence quasi totale de planification des besoins en gestion des ressources humaines

dans la grande majorité des ministères et organismes. En conséquence, les préoccupations des organisations se sont dispersées autour d'une forme de gestion ponctuelle et opérationnelle des problèmes d'ordre matériel, financier et informationnel au détriment de la ressource humaine et du service aux citoyens.

La Commission déplore également une certaine faiblesse de leadership qui est probablement à l'origine de la majorité des problèmes soulevés dans ce rapport. Il faut ajouter que la faiblesse observée de leadership n'explique que partiellement cette situation. Le peu de progrès accompli dans l'implantation d'un système de reddition de comptes à tous les niveaux, tant interne qu'externe, est en bonne part également responsable.

Il est toutefois fondamental d'impliquer, par de l'information, de la formation et de la concertation, tous les employés du gouvernement à partir du plus haut niveau hiérarchique jusqu'aux fonctionnaires de première ligne sur qui repose, en premier lieu, la qualité des services à rendre aux citoyens.

Conclusion tirée du rapport de la Commission du budget et de l'administration sur la fonction publique du Québec.

## LETTRES AU DEVOIR

### Pour contribuer à la paix

LES VOEUX de paix prennent un caractère d'urgence à l'aube de cette nouvelle année quand nous considérons la situation explosive du golfe Persique.

Le Conseil des travailleurs et travailleuses du Montréal métropolitain (CTM-FMQ), qui représente plus de 100 000 membres FTQ dans la région de Montréal, demande au premier ministre Brian Mulroney d'intervenir expressément dans le sens de la résolution que nous avons adoptée en décembre dernier.

Nous considérons que l'invasion militaire du Koweït par l'Irak et la concentration de forces militaires étrangères dans le Golfe Persique violent le principe fondamental du règlement pacifique des conflits entre nations.

Nous considérons que l'ultimatum du 15 janvier 1991 et la présence d'armements de destruction de masse comme les armes nucléaires, chimiques et biologiques menacent d'entraîner une catastrophe sans précédent au niveau environnemental, humain et militaire.

Nous constatons que l'envoi immédiat de troupes militaires canadiennes dans le Golfe et l'attitude de « deux poids, deux mesures » du Canada face au conflit Israël-Palestine et celui de l'Irak démontrent à quel point le Canada est à la solde militaire des États-Unis. Pour ces raisons, le CTM-FMQ demande au gouvernement canadien d'intervenir publiquement en faveur d'une solution négociée, en retirant immédiatement les troupes canadiennes du Golfe et en pressant l'ONU de retirer son appui à l'ultimatum du 15 janvier 1991.

Le CTM demande aussi au premier ministre du Canada et à son ministre des Affaires extérieures de proposer aux pays alliés et à l'ONU une conférence d'urgence pan-arabe et mondiale avec l'objectif immédiat de régler la situation au Koweït et aussi tenter de trouver des solutions permanentes aux conflits dans le Moyen-Orient.

En intervenant de la sorte, nous sommes convaincus que le Canada aura contribué à installer une paix durable au Moyen-Orient.

Guy Cousineau  
Montréal, 7 janvier 1991

### L'histoire faussée

AU NOM DE l'Association Culture et Probité, je proteste, indigné du bon accueil qui a été fait au livre de Dale C. Thomson *Le Général de Gaulle et le Québec* le 20 novembre dernier, au Centre culturel québécois à Paris.

Outre le fait que dès les premiers chapitres de ce livre, on prête à de Gaulle des airs de vilain petit canard tandis qu'on réserve à messieurs Churchill et Roosevelt les rôles de sauveurs d'humanité, il est à noter que cet ouvrage est bien incomplet, et notamment sur la question québécoise.

Ne prenons qu'un seul exemple qui a néanmoins son importance. Nulle part dans le livre, il n'est fait mention de la lettre ouverte qu'adressait au général de Gaulle, le 10 juillet 1963, l'écrivain québécois Gérard Robitaille, afin d'intéresser l'État français au sort dramatique du Québec de cette époque. Cela est d'autant plus grave que cette lettre est bien connue ainsi que ses répercussions multiples, au point où Jean Lacouture s'est senti obligé de la mentionner dans son troi-

sième volume de sa biographie du grand homme, en insérant un long extrait de cette même lettre.

Mais monsieur Dale C. Thomson ne l'a pas remarquée bien qu'il fasse de nombreuses références à Lacouture, monsieur Dale C. Thomson l'oublie, il n'est là que pour faire un travail partisan. Et cette partisanerie culturelle perdurera ainsi, tant que les Québécois laisseront écrire leur histoire par les *Canadiens* qui n'ont de cesse de la fausser intentionnellement.

Stéphane Braconnier  
Paris, 10 décembre 1990

### Où était Madame Vézina ?

DANS LA foulée des voix qui s'élevaient à l'encontre de la décision administrative des autorités de Radio-Canada de fermer notamment les trois stations de télévision de l'Est du Québec, je joins la mienne à ce concert.

Je signale à Madame Monique Vézina que je crois que dans ce dossier, elle ne nous a pas représentés adéquatement, ne faisant pas les contacts essentiels et requis par sa fonction auprès de messieurs Veilleux et Watson.

Je la prie de ne pas invoquer le hasard alors qu'au bulletin national du 6 décembre — national au sens de canadien dans ce cas — un journaliste de Radio-Canada l'a présentée comme la députée de Matane. C'est un point en défaveur de l'argument qu'elle sert souvent à ses électeurs à l'effet qu'elle travaille fort à Ottawa. Si les journalistes en poste à Ottawa ne reconnaissent même pas un des quelque 40 ministres du gouvernement...

Denis Côté  
Pointe-au-Père, 20 décembre 1990

### Critique musclée

TEL QUEL, le « trauma » désillusionniste de la crise constitutionnelle, engendré par l'après-Meech d'abord au Québec, mais ensuite, et après plusieurs sons de cloche au Canada anglais, donne à penser que le virage vers l'Est n'était pas prévu par l'Ouest et encore moins par l'Ontario de Bob Rae. Encore donc, persistent de profonds sornmeils sociopolitiques dans notre imaginaire fédératif.

### LE DEVOIR

Fondé par Henri Bourassa  
le 10 janvier 1910

Directrice  
LISE BISSONNETTE

Rédacteur en chef  
et directeur de l'information  
Bernard Descôteaux

Directeur délégué à l'administration  
André Leclerc

Rédacteurs en chef adjoints  
Jean Francoeur, Albert Juneau,  
Michel Lefèvre

Directeurs adjoints de l'information  
Pierre Cayouette, Jacques Chabot,  
Guy Deshaies

FAIS CE QUE DOIS

Dès lors, l'éditorial de Mme Lise Bissonnette (en date du 21 décembre 1990), s'inscrit dans cette ligne clairvoyante de pensée où interviennent les idées combien avant-gardistes de la société québécoise et l'esprit musclé d'une critique ponctuelle de ce qui se trame présentement.

Du muscle dans la critique, voilà ce qui était en veuilleuse depuis quelque temps au DEVOIR et qui semble vouloir être de retour. Aussi, le type de leadership démontré en ce sens permet-il d'insuffler un éclairage réel sur cette situation canadienne qui, dépendante d'une illusion d'unité (ou d'identité), risque, à la suite du Québec, d'amener le Canada anglais à ne plus croire au Père Noël fédéral. Très bel éditorial, *indeed*.

Jean Gadbois, enseignant  
Montréal, 24 décembre 1990

### Chapeau aux policiers

J'ÉCRIS à propos de la réputation que possèdent les policiers de Montréal. Il n'est pas rare d'entendre parler d'eux comme étant des brutes ou encore d'entendre prononcer des insultes de tout genre à leur égard. Quoique je ne partage pas cette hostilité, j'ai décidé de ne rien dire jusqu'à un événement qui s'est produit aujourd'hui.

En me rendant à McGill à pied ce matin, j'ai été témoin de ce qui avait l'air d'un « hold-up ». Trois policiers, leur revolver à la main, sont entrés avec circonspection dans les lieux et... qui sait la fin ? Ces trois hommes auraient pu se faire prendre dans une embuscade tout comme cela aurait pu être une fausse alarme. Mais au moins ils étaient là et faisaient leur devoir. Il demeure que j'ai immédiatement pensé à cet agent qui s'est fait descendre avec trois balles dans le corps plus tôt cette semaine.

La mission des policiers est de faire observer la loi et de nous protéger tous. Il faut bien admettre que bien qu'il soit assez facile de donner des contraventions, ce n'est pas l'importe quelle personne qui aurait le courage d'essayer de s'en prendre à un gorille de six pieds quatre complètement drogué ou à un voleur armé. Dans le fond, pour nous autres les simples citoyens, c'est ça qui compte et ils font leur possible.

Cecil Turgeon  
Montréal, 15 décembre 1990.

### Objection de conscience

ENTANT que citoyen de ce pays, je désire protester contre l'envoi de soldats québécois dans la région du Golfe Persique.

L'histoire du Québec possède une tradition de refus à participer aux guerres. L'ensemble des Québécois avec Henri Bourassa à leur tête s'étaient opposés à une participation du Canada aux guerres des Boers (1898), à la première et à la deuxième guerre mondiale. Notre peuple refusa les conscriptions de 1917 et 1942. Même au XVIIIe et au XIXe siècle, un grand nombre de Bas-Canadiens et de Québécois ont résisté à l'enrôlement dans les milices.

Nous nous voulons un peuple non-guerrier et pacifique et nous devrions nous retirer le plus tôt possible des pactes militaires qui nous obligent à des dépenses fabuleuses dans des entreprises de mort.

D'autres peuples l'ont fait avant nous.  
Alain Raby  
Saint-Jean-Port-Joli, 15 décembre 1990